

# REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MOUGUERRE

## PIECE 1 : RAPPORT DE PRESENTATION

PIECE 1-E : EVALUATION DU PROJET

## REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE MOUGUERRE

PIECE 1 – RAPPORT DE PRESENTATION - PIECE 1-E – EVALUATION DU PROJET

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI(E) PAR	APPROUVÉ(E) PAR	DATE
1	Rédaction	TVN		19/04/2022
ARTELIA HELIOPARC – 2 AVENUE PIERRE ANGOT – CS 8011 – 64053 PAU CEDEX 9				

# SOMMAIRE

<b>EVALUATION ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>6</b>
<b>1. RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION .....</b>	<b>6</b>
<b>2. SITE NATURA 2000 PRÉSENTS SUR LA COMMUNE DE MOUGUERRE .....</b>	<b>6</b>
<b>3. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ...</b>	<b>7</b>
3.1.1. Méthodologie générale .....	7
3.2. Les différentes étapes de l'évaluation environnementale.....	8
3.2.1. Les enjeux de l'état initial de l'environnement.....	8
3.2.2. La prise en compte des enjeux environnementaux dans le PADD .....	12
3.2.3. La prise en compte des enjeux environnementaux dans la traduction réglementaire .....	12
<b>4. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LE RÉSEAU NATURA 2000 ET MESURES ENVISAGÉES .....</b>	<b>13</b>
4.1. Effets du PADD sur les sites Natura 2000 .....	13
4.2. Effets du règlement graphique sur les sites Natura 2000 .....	13
<b>5. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES MILIEUX HUMIDES ET MESURES ENVISAGÉES .....</b>	<b>18</b>
<b>6. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES, LE PATRIMOINE NATUREL ET LA BIODIVERSITÉ ET MESURES ENVISAGÉES.....</b>	<b>21</b>
<b>7. INCIDENCES POTENTIELLES SUR L'ACTIVITÉ AGRICOLE ET MESURES ENVISAGÉES .....</b>	<b>24</b>
<b>8. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES POLLUTIONS ET NUISANCES ET MESURES ENVISAGÉES .....</b>	<b>25</b>
8.1. Eau .....	25
8.2. Air .....	27
8.3. Bruit .....	28
8.3.1. Nuisances sonores générées par les axes routiers .....	28
8.3.2. Nuisances sonores générées par les activités .....	29

<b>9. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES RISQUES ET MESURES ENVISAGÉES .....</b>	<b>30</b>
9.1. Risque inondation .....	30
9.2. Risque sismique.....	30
9.3. Risque de remontée de nappe.....	31
9.4. Risque retrait-gonflement des argiles .....	31
9.5. Risque feux de forêts.....	32
9.6. Risque lié au transport de matières dangereuses .....	32
9.7. Risque lié au réseau électrique haute-tension .....	33
9.8. Risque lié aux ICPE .....	33
<b>10. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LE VOLET ÉNERGIE-CLIMAT ET MESURES ENVISAGÉES .....</b>	<b>33</b>
<b>11. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LE PAYSAGE, LE PATRIMOINE ET LE CADRE DE VIE ET MESURES ENVISAGÉES .....</b>	<b>35</b>
11.1. Incidences sur le paysage et mesures .....	35
11.1.1. Incidences sur le grand paysage.....	35
11.1.2. Incidences des secteurs d'urbanisation future sur le paysage .....	37
11.2. Incidences sur le patrimoine et le cadre de vie et mesures .....	38
11.2.1. Les périmètres de protection du patrimoine .....	38
11.2.2. Le patrimoine archéologique .....	38
<b>COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX .</b>	<b>39</b>
<b>12. COMPATIBILITÉ AVEC LE SCOT BAYONNE ET SUD DES LANDES</b>	<b>39</b>
<b>13. COMPATIBILITÉ AVEC LE SRADDET AQUITAINE .....</b>	<b>39</b>
<b>14. COMPATIBILITÉ AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE .....</b>	<b>47</b>
<b>15. COMPATIBILITÉ AVEC LE SRCE AQUITAINE .....</b>	<b>49</b>
<b>16. COMPATIBILITÉ AVEC LE SRCAE AQUITAINE.....</b>	<b>52</b>
<b>SECTION 1 CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DU PLU .....</b>	<b>55</b>
<b>DISPOSITIF DE SUIVI.....</b>	<b>57</b>

## FIGURES

Figure 1- Sites Natura 2000 à Mouguerre et alentours (source INPN – MNHN).....	6
Figure 2- Zones N, Nce, Np et sites Natura 2000 du PLU.....	15
Figure 3- Zones U, AU du PLU et sites Natura 2000 .....	16
Figure 4- En hachure rose, le site Natura 2000 dans le quartier Elisaberri (UC) .....	17
Figure 5- Bassins versants et réseau hydrographique .....	18
Figure 6- Zones humide identifiées sur le territoire de Mouguerre .....	19
Figure 7- Eléments de paysage du PLU de Mouguerre .....	23
Figure 8- Incidences et mesures du PLU sur les consommations énergétiques et les émissions de GES.....	34
Figure 9- Zones N, Nce, Np et sites Natura 2000 du PLU.....	51
Figure 10- Compatibilité du PLU avec le SRCAE .....	53



# EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

## 1. RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

L'article R. 122-17 du code de l'environnement liste les plans et programmes soumis à évaluation environnementale, systématique ou après examen au cas par cas.

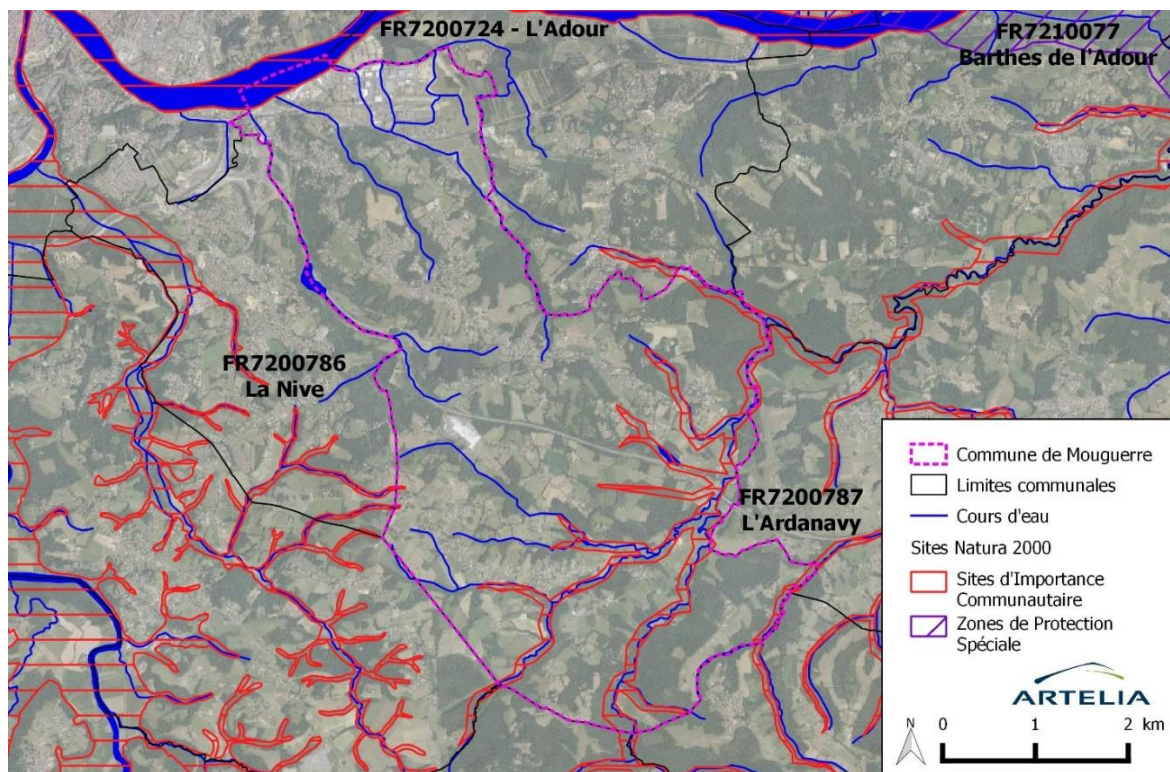
Le PLU est soumis à évaluation environnementale.

## 2. SITE NATURA 2000 PRESENTS SUR LA COMMUNE DE MOUGUERRE

Le périmètre du PLU de Mouguerre est concerné par 3 sites ZSC (Zones Spéciales de Conservation), liées à des cours d'eau :

- FR7200724 – L'Adour,
- FR7200786 – La Nive,
- FR7200787 – L'Ardanavy.

Une ZPS (FR7210077 – Barthes de l'Adour) se trouve au Nord-Est, mais ne recoupe pas le territoire communal.



### 3. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

#### 3.1.1. Méthodologie générale

L'objectif de l'évaluation environnementale du PLU de Mouguerre est la mise en place d'une stratégie « ERC » (Eviter-Réduire-Compenser) dès le démarrage de la procédure. Aussi, dès le diagnostic, la méthode a consisté à mettre en exergue les enjeux environnementaux sur le territoire communal, puis à la traduire dans les choix politique (PADD) puis dans la traduction réglementaire.

S'agissant d'un document de planification, la méthode a également consisté à envisager des mesures de réduction ou d'évitement, notamment par le choix des nouvelles zones à urbaniser, avant d'aller envisager de la compensation.

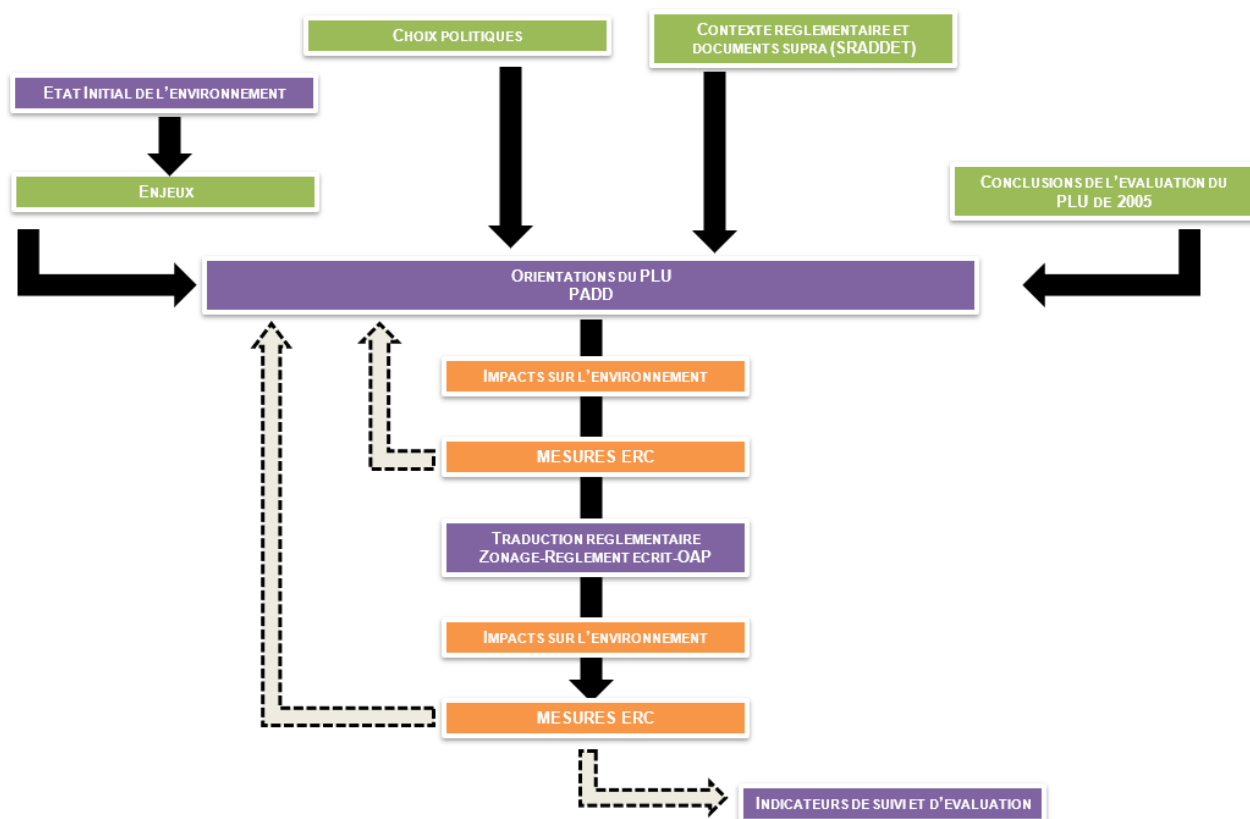
Notre philosophie dans ce projet de révision PLU est de faire de l'évaluation environnementale, une démarche et un outil spécifique, qui s'imbrique complètement dans le processus global d'élaboration :

- Elle n'intervient pas en tant que contrôle dans l'élaboration, mais s'intègre dans la démarche en tant que processus d'amélioration : elle permet au PLU de s'engager dans une démarche de suivi à long terme du territoire, et vient préciser certaines thématiques abordées dans le PLU sous l'angle de l'intégration environnementale, soit dans une perspective de développement durable,
- L'évaluation environnementale participe donc à la mise en cohérence du PLU, à la fois interne, en faisant le lien entre le diagnostic et les objectifs, mais aussi externe en tenant compte à la fois des objectifs des élus, de la prise en compte de l'environnement dans son sens large et de la cohérence avec les autres plans et programmes s'appliquant sur le territoire (SRADDET, PPA, SCOT, ...).



Le schéma ci-après illustre notre vision de l'évaluation environnementale dans le processus de révision du PLU de Mouguerre.





## 3.2. LES DIFFERENTES ETAPES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

### 3.2.1. Les enjeux de l'état initial de l'environnement

Dès le stade du diagnostic, l'évaluation environnementale a débuté avec l'analyse des principaux enjeux environnementaux du territoire (cf. tableaux ci-après).

Structure physique			
Atouts	Faiblesses	Scenario fil de l'eau	Opportunités/enjeux
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de contraintes particulières liées à la géologie et au climat</li> <li>• Réseau hydrographique relativement protégé dans les fonds de vallons étroits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation du territoire très contrainte par la topographie</li> <li>• Réseau hydrographique perturbé au niveau des Barthes et au plus près de l'Adour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintien ou intensification des pressions sur le réseau hydrographique au Nord</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser le développement de la commune en lien avec la topographie</li> <li>• Préserver le réseau hydrographique au Nord des perturbations liées à l'urbanisation et le restaurer</li> </ul>

Biodiversité			
Atouts	Faiblesses	Scenario fil de l'eau	Opportunités/enjeux
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de mesures de gestion et protection (Natura 2000, ZNIEFF, ENS)</li> <li>• Une mosaïque de milieux agricoles, humides et boisés favorable à la biodiversité dans la moitié Sud de la commune</li> <li>• Une trame boisée et humide/aquatique préservée par la topographie (pentes fortes et fonds de vallons étroits)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Urbanisation très prégnante au Nord, avec de fortes pressions sur les milieux humides et aquatiques proches de l'Adour (Portou, Barthes)</li> <li>• Coupures écologiques liées à la présence de l'A 64 et de l'urbanisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintien ou intensification des pressions sur les milieux humides et aquatiques au Nord</li> <li>• Morcellement de la mosaïque de milieux par l'urbanisation (« mitage »)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer à préserver la trame verte et bleue sur le territoire</li> <li>• Prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement urbain et notamment les milieux aquatiques et humides au Nord</li> <li>• Eviter le « mitage »</li> </ul>

Pollutions			
Atouts	Faiblesses	Scenario fil de l'eau	Opportunités/enjeux
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une STEP avec une capacité importante par rapport à la population actuellement raccordée</li> <li>• Bonne qualité des eaux en dehors de l'Adour et de sa nappe d'accompagnement</li> <li>• Bonne qualité de l'eau potable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Adour et sa nappe alluviale en mauvais état</li> <li>• Pollution atmosphérique potentielle liée à l'A 64</li> <li>• Deux sites BASOL au niveau de la ZI du Port</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pressions aggravées sur les masses d'eau et notamment l'Adour et sa nappe d'accompagnement au Nord</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limiter l'imperméabilisation des sols par l'urbanisation</li> <li>• Préserver/restaurer les zones humides de la moitié Nord, jouant un rôle dans l'amélioration de la qualité des eaux rejoignant l'Adour</li> </ul>

Risques et nuisances			
Atouts	Faiblesses	Scenario fil de l'eau	Opportunités/enjeux
<ul style="list-style-type: none"> <li>• PPRI et TRI</li> <li>• Risque de mouvement de terrain modéré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque d'inondations par débordement de cours d'eau et remontées de nappe au Nord de la commune et au niveau du réseau hydrographique de l'Ardevy</li> <li>• Risque lié au transport de gaz</li> <li>• Des infrastructures de transport et de transformation d'électricité Haute Tension</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PPRI s'imposant au PLU en vigueur donc prise en compte du risque d'inondation</li> <li>• Risque d'exposition des populations aux risques de transport de gaz et aux nuisances liées au réseau HT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prendre en considération l'ensemble des risques dans les choix d'urbanisation (servitude canalisation de gaz, réseau HT, périmètre ICPE)</li> </ul>

Climat/Energie			
Atouts	Faiblesses	Scenario fil de l'eau	Opportunités/enjeux
<ul style="list-style-type: none"> <li>• SRCAE validé en 2012</li> <li>• Potentiel intéressant pour le bois-énergie et le solaire thermique ou photovoltaïque</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Zone de contrainte absolue vis-à-vis de l'éolien</li> <li>• Potentiel faible pour la géothermie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des émissions de GES induites par des déplacements croissants</li> <li>• Des consommations énergétiques pour le parc de logements en l'absence d'utilisation d'énergies renouvelables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des performances énergétiques des logements anciens</li> <li>• Développement des énergies renouvelables dans les modes de chauffage</li> <li>• Développer des modes de déplacement alternatifs à la voiture</li> <li>• Recherche de compacité pour les logements à venir</li> </ul>

### 3.2.2. La prise en compte des enjeux environnementaux dans le PADD

Cela a permis de définir les orientations du PADD en cohérence avec ces enjeux environnementaux.

Cela s'est notamment traduit par :

- Une production de logements pour répondre aux objectifs de logements sociaux tout en doublant les densités (par rapport à la décennie passée) afin de limiter la consommation d'espace,
- La prise en compte du risque inondation et du PPRI,
- La préservation des continuités écologiques, en lien avec les enjeux de la Trame Verte et Bleue identifiés au niveau du SCOT et du SRCE,
- La prise en compte des enjeux paysagers et patrimoniaux (cônes de vue, croix de Mouguerre, ...).

### 3.2.3. La prise en compte des enjeux environnementaux dans la traduction réglementaire

L'élaboration du zonage a débuté avec la confrontation des enjeux urbains (formes urbaines, localisation des services et des emplois, réseaux, etc.) avec les enjeux environnementaux et paysagers : topographie, sites Natura 2000, ZNIEFF, zones inondables, terres agricoles, etc.

La réflexion sur les secteurs de projet (futurs zones AU) a été ensuite approfondie grâce au passage d'un écologue sur l'ensemble de ces secteurs afin de déterminer les impacts potentiels de l'urbanisation sur la faune et la flore (cf. état initial de l'environnement).

Cela a permis de retenir les secteurs à urbaniser et d'affiner la cartographie des zones A et N.

Après la validation du PADD et du zonage, les incidences environnementales potentielles des orientations du PLU retenu ont été évaluées sur l'ensemble des thématiques traitées dans le cadre de l'évaluation environnementale.

En croisant ces éléments avec les contraintes techniques et les contraintes économiques, le maître d'ouvrage et les parties prenantes peuvent ainsi être à même de justifier les éventuels aménagements projetés.

Rappelons que la démarche d'évaluation environnementale est une démarche itérative visant l'amélioration du PLU. Aussi, son rôle est d'alerter au plus tôt des impacts des options envisagées sur l'environnement.

La définition des enjeux et les inventaires réalisés sur site en phase diagnostic ont ainsi permis de guider les élus vers un projet intégrant l'environnement. Nous avons proposé durant toute la phase de traduction réglementaire des ajustements de zonage, la mise en place de règles, ..., qui aboutissent à un projet n'ayant que peu d'incidences sur l'environnement et pour lequel il n'y a pas lieu de mettre en place des mesures compensatoires, mais seulement des mesures d'évitement et de réduction. *In fine*, l'intensité des impacts ou incidences a donc été revue à la baisse (mesures de réduction), voire annulée (mesures d'évitement).

Les chapitres qui suivent :

- Détaillent les incidences potentielles du PLU de Mouguerre sur l'environnement,
- Exposent les mesures mises en place pour éviter ou réduire ces impacts négatifs,
- Puis exposent les incidences résiduelles sur l'environnement.

## 4. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LE RESEAU NATURA 2000 ET MESURES ENVISAGEES

### 4.1. EFFETS DU PADD SUR LES SITES NATURA 2000

Le 3<sup>ème</sup> axe du PADD vise à « Privilégier une démarche environnementale, patrimoniale et paysagère intégrée.

Dans cet axe du PADD, le premier chapitre impose de « préserver les continuités écologiques » :

*« Le PLU vise à préserver les espaces stratégiques composant la trame naturelle du territoire en s'appuyant sur les espaces naturels remarquables (ZNIEFF, Natura 2000) et les espaces naturels dits « ordinaires » (haies, bois, bosquets, ...). Dans cette optique, la commune se donne les moyens de :*

- *Préserver et valoriser les entités naturelles structurantes qui composent notamment la trame verte et bleue d'intérêt à savoir : les espaces boisés, les haies, l'Adour et l'Arday, leurs affluents et leurs ripisylves,*
- *Maintenir les continuités écologiques via la préservation des corridors écologiques identifiés mais aussi le maintien des espaces de nature et la réalisation d'opérations d'aménagement maintenant des espaces végétalisés qui préservent ainsi des passages entre front d'urbanisation. Cela passe notamment par la promotion de la biodiversité dans l'aménagement urbain.*

*Sur Mouguerre, il existe plusieurs grandes masses forestières, ainsi que de nombreux petits bois couvrant tous les talwegs. Les haies touffues sont de manières générales bien conservées. Toutes ces masses végétales participent à l'image campagnarde de Mouguerre et seront préservées.*

*Enfin la préservation et la valorisation de l'élément eau devra passer notamment par le raccordement privilégié à l'assainissement collectif, une amélioration de la gestion des eaux pluviales (limitation de l'impact de l'imperméabilisation des sols, mise en place progressive d'une gestion alternative des eaux pluviales dans les zones urbaines et à urbaniser) et la prise en compte du champ d'expansion des crues. »*

La trame verte et bleue liée aux sites Natura 2000 (Adour, Nive) est ainsi mise en avant afin d'être strictement protégée dans le cadre du PLU.

Le PADD fixe également comme objectif d'Adapter la capacité équipements, afin de limiter l'impact du développement urbain sur le milieu récepteur (cours d'eau et milieux associés). Cet objectif contribue à ne pas engendrer d'incidences négatives sur les cours d'eau par les rejets d'eaux usées, bien qu'il n'apparaisse pas de vulnérabilité associée à cet enjeu sur les sites Natura 2000 qui concernent le périmètre du PLU de Mouguerre.

### 4.2. EFFETS DU REGLEMENT GRAPHIQUE SUR LES SITES NATURA 2000

#### Impacts potentiels

Les impacts potentiels résident dans l'artificialisation en tout ou en partie des secteurs couverts par le réseau Natura 2000, d'où une perte potentielle d'espèces faunistiques et floristiques.

### **Mesures d'évitement**

Les périmètres des sites Natura 2000 ont été pris en compte dans l'élaboration de la trame verte et bleue du territoire qui se traduit dans la définition des zones du PLU. L'ensemble des sites Natura 2000, les cours d'eau et leur ripisylve, les zones humides et les boisements, les continuités écologiques ainsi que les secteurs naturels sont identifiés comme zones naturelles N ou Nce.

Sont classés en zone naturelle (Nce) dans le PLU, les secteurs, équipés ou non, à protéger en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt. Il s'agit des réservoirs forestiers (boisements de feuillus) du SRCE et des réservoirs du SCoT (trame verte), ainsi que des espaces boisés et des ripisylves classés en zones Natura 2000 (sites Natura 2000 liés à l'Adour et l'Ardenay).

Les autres boisements et cours d'eau sont zonés en N.

Le site de la croix de Mouguerre ainsi que les cônes de vue à l'Ouest du bourg historique de Mouguerre sont classés en zone Np afin de préserver les paysages depuis la ligne de crête.

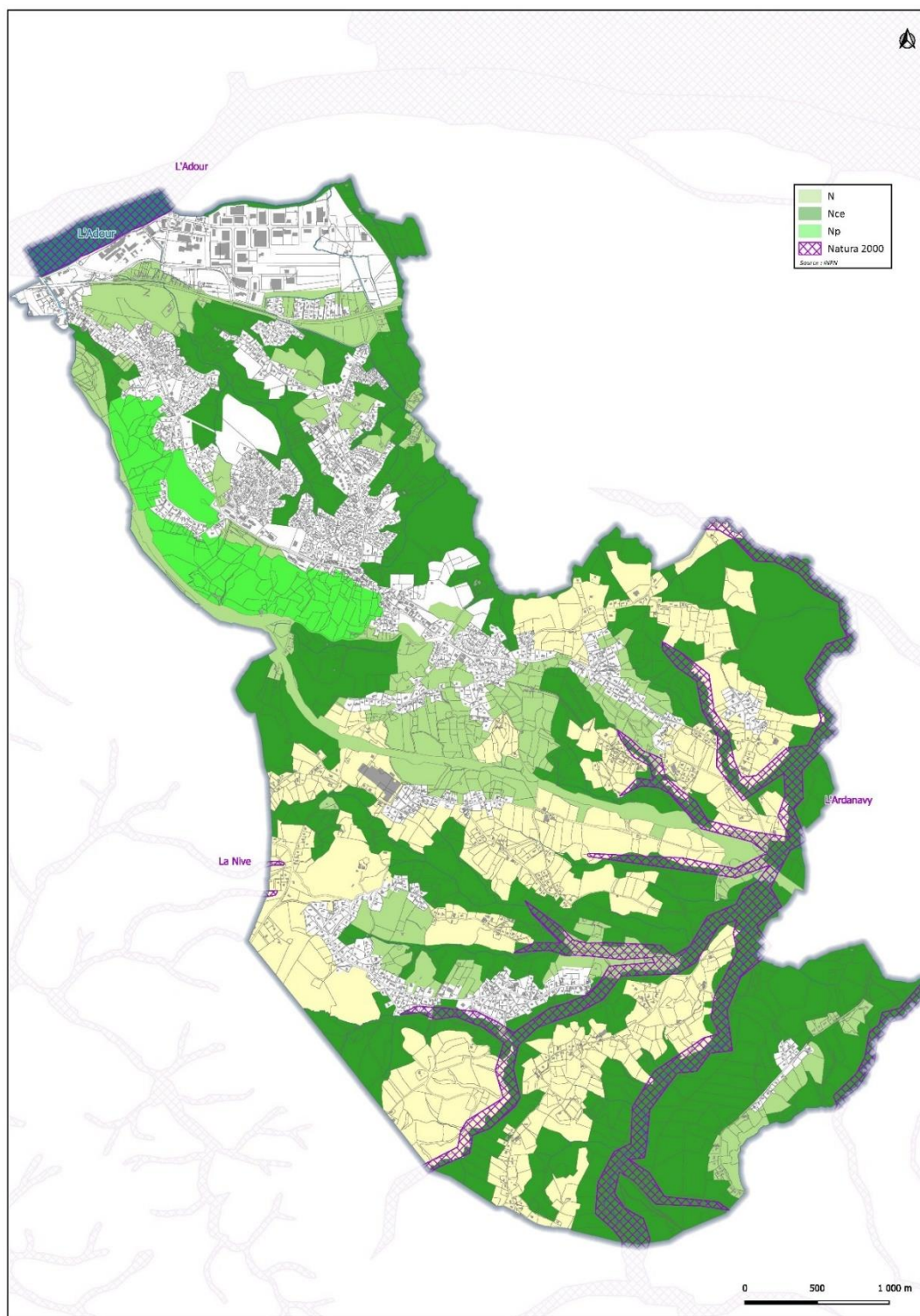


Figure 2- Zones N, Nce, Np et sites Natura 2000 du PLU

Les zones de développement (zones AU) sont quant à elles, toutes situées en dehors de l’emprise des sites Natura 2000.



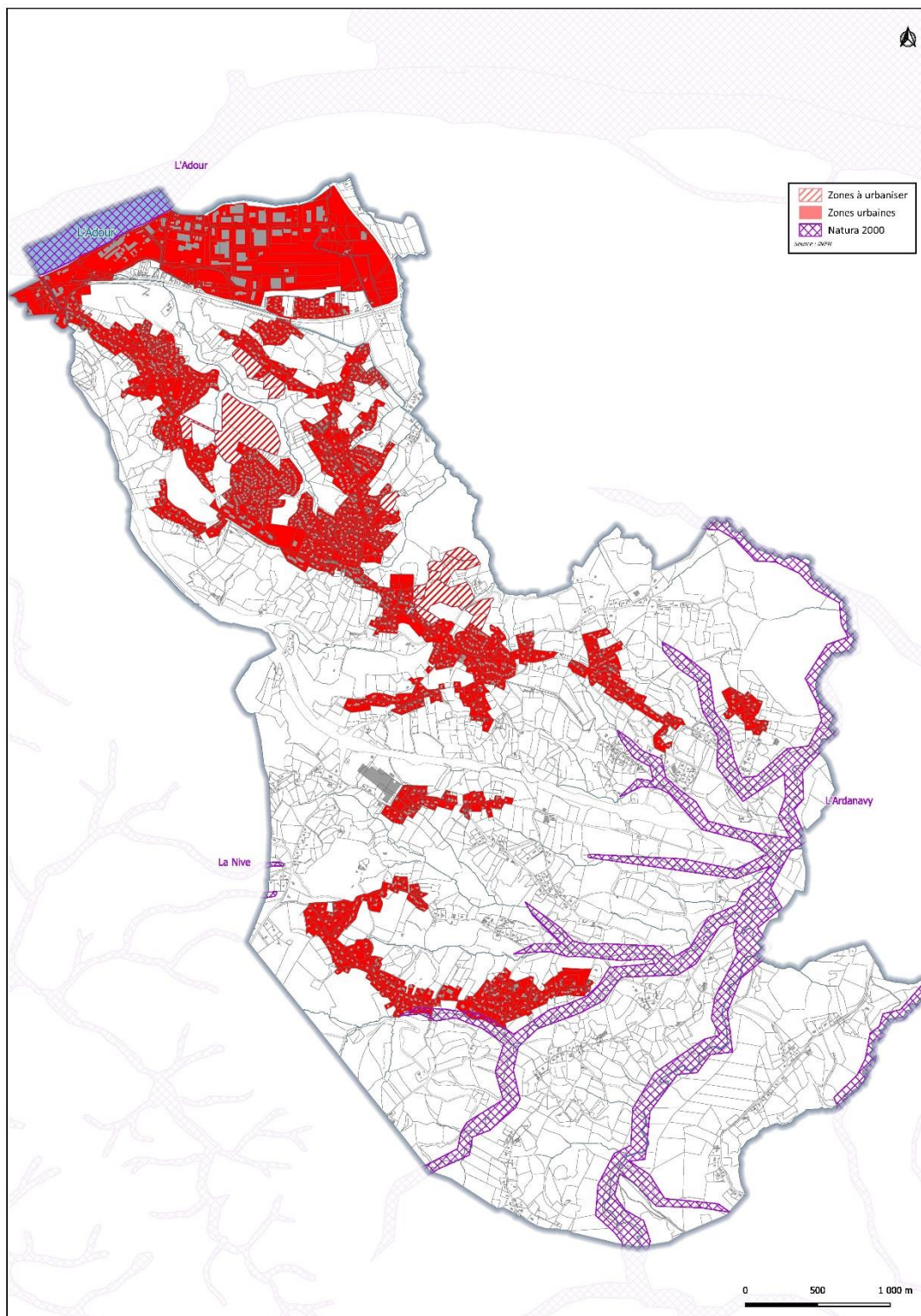


Figure 3- Zones U, AU du PLU et sites Natura 2000

Dans le secteur Elisaberri, on peut noter sur la carte précédente que quelques parcelles classées en zones U sont dans le site Natura 2000 de l'Arday (FR7200787). Il s'agit de secteurs déjà urbanisés.



Figure 4- En hachure rose, le site Natura 2000 dans le quartier Elisaberri (UC)

#### Impacts résiduels

Le PLU identifie la quasi-totalité des sites Natura 2000 en zones N ou Nce. Aucun projet d'urbanisation n'affecte ces espaces.



## 5. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES MILIEUX HUMIDES ET MESURES ENVISAGEES

### Impacts potentiels

Le territoire est couvert par une trame humide identifiée le long des cours d'eau.

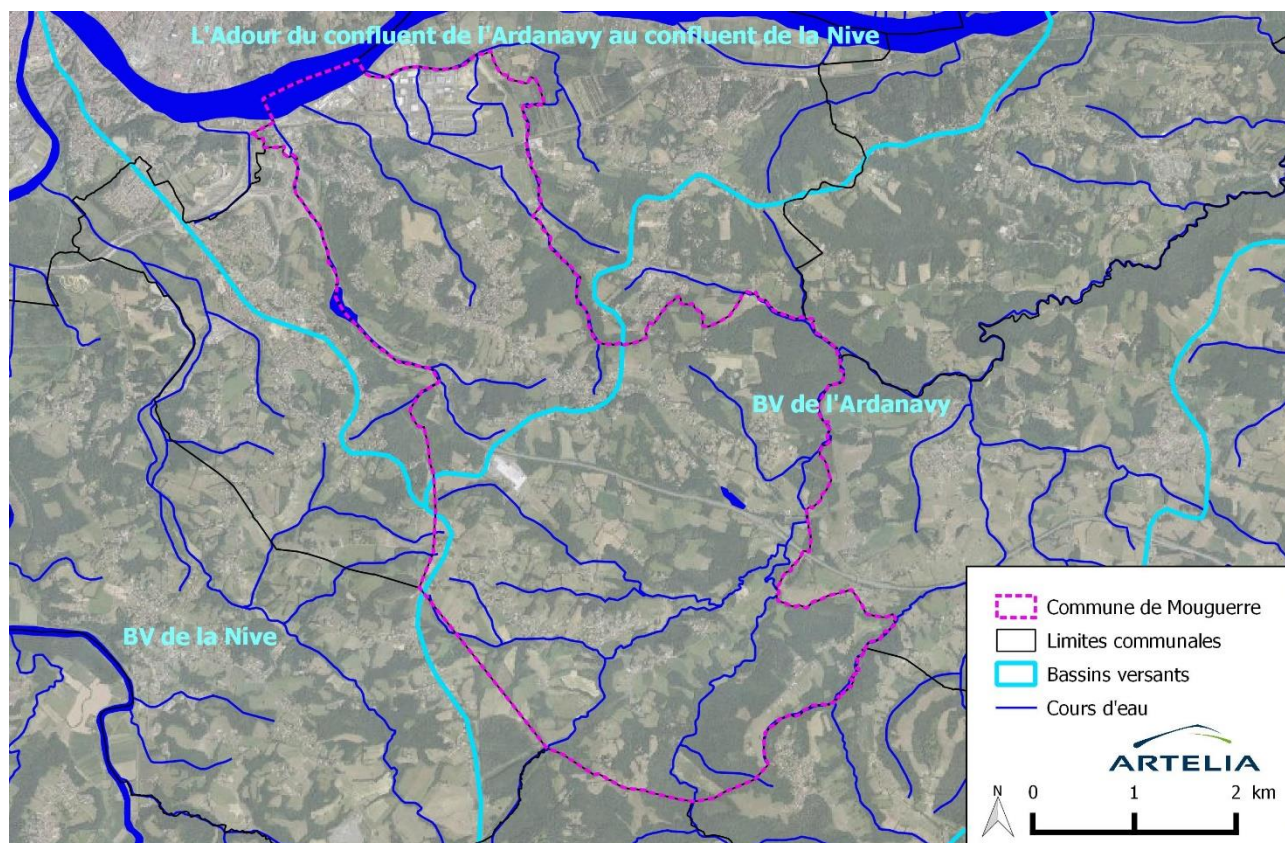


Figure 5- Bassins versants et réseau hydrographique

Par ailleurs, les données de l'observatoire des zones humides Nouvelle Aquitaine recense les zones humides identifiées sur le territoire de Mouguerre. Elles se trouvent à l'extrémité Sud du territoire, à l'écart des zones urbaines existantes (cf. carte ci-après).

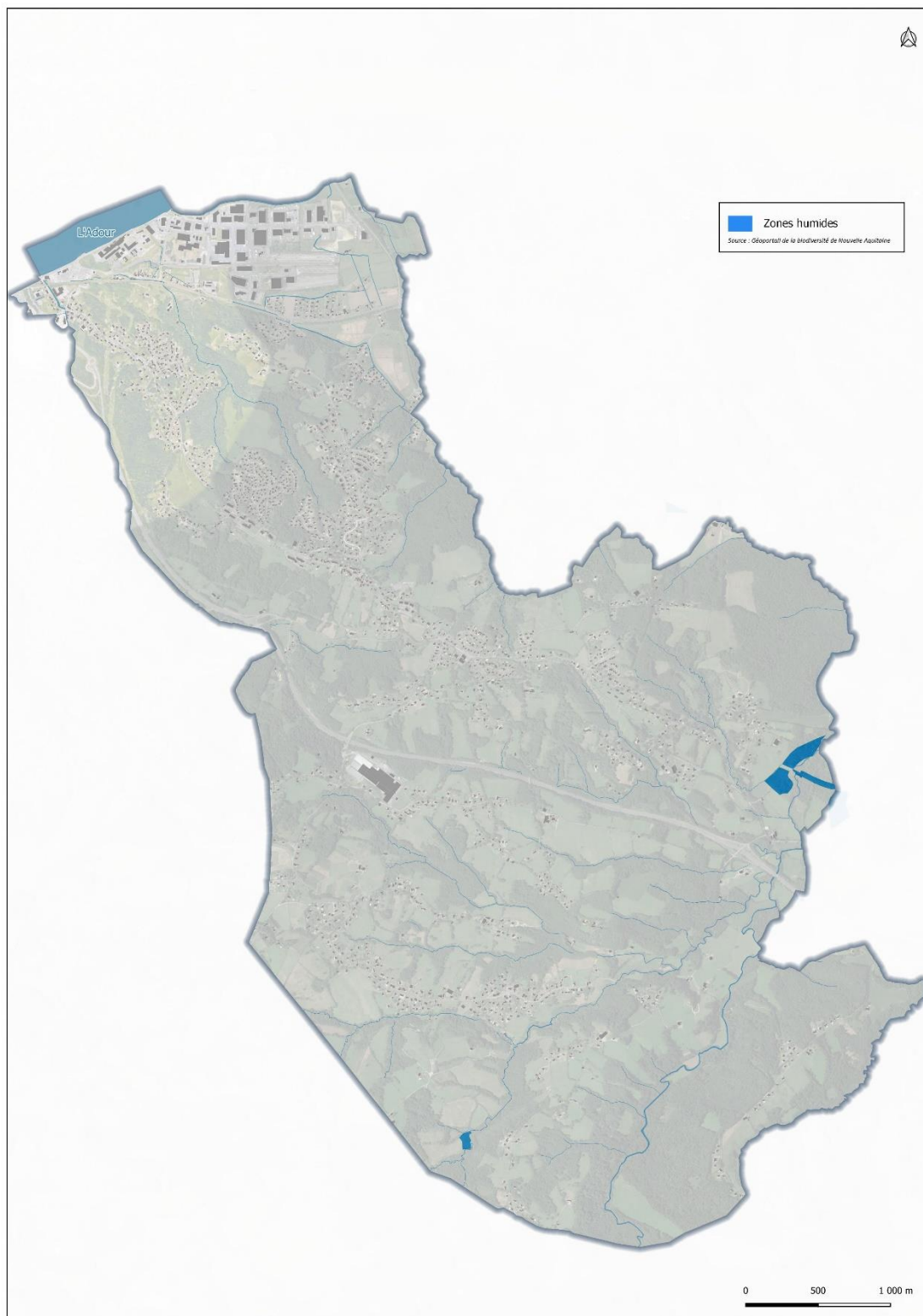


Figure 6- Zones humide identifiées sur le territoire de Mouguerre

Les impacts potentiels du PLU sur ces milieux humides sont :

- L'artificialisation,
- La pollution des milieux aquatiques liés à ces milieux humides.

### **Mesures d'évitement**

L'ensemble du chevelu hydraulique et des potentielles zones humides a été zoné en Nce. Dans ces secteurs, seuls sont autorisés :

- Les constructions, ouvrages et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services et réseaux publics ou d'intérêt collectif,
- L'adaptation et la réfection des constructions existantes à la date d'approbation du PLU,
- L'extension des constructions à vocation d'habitation existantes limitée à 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU dans la limite de 50 m<sup>2</sup> de la surface de plancher supplémentaire,
- Les annexes aux constructions à vocation d'habitation sont autorisées dans la limite de 50 m<sup>2</sup> d'emprise au sol supplémentaire par rapport à l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU. Cette contrainte ne s'applique pas aux piscines. Les annexes et piscines seront implantées à une distance inférieure à 20 mètres par rapport à la construction existante sauf contraintes topographiques, dans la limite de 30 mètres,
- Les affouillements et exhaussements des sols s'ils sont nécessaires à la mise en œuvre des aménagements et constructions autorisés dans la zone ou à des ouvrages d'intérêt collectif et/ou de services publics.
- L'extension des constructions à destination agricole limitée à 30% de l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU.
- Les travaux et aménagements légers nécessaires, soit à la conservation, à la protection ou à la gestion des espaces naturels, soit à leur mise en valeur,
- Les retenues collinaires, les ouvrages et installations liés à ces retenues et les ouvrages de protection contre les inondations.

**Par ailleurs, est interdite l'implantation de constructions à moins de 10 mètres des cours d'eau depuis le haut de talus de la berge afin de permettre l'entretien des berges et limiter les risques liés à l'érosion.**

Le règlement du PLU limite les risques de pollution des milieux aquatiques grâce à un potentiel de logements en grande majorité raccordé ou raccordable au réseau d'assainissement collectif et grâce à des mesures spécifiques de gestion des eaux pluviales (coefficient de pleine terre, bassins de rétention, etc.).

**Une petite partie des réservoirs « Milieux humides » du SRCE est classée en zone UT du PLU. Il s'agit du CEF (Centre Européen de Fret), par ailleurs en zone rouge du PPRI. Le Centre Européen de Fret a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (ex article 10 de la loi sur l'eau), en date du 18 septembre 2000 (cf. annexes du Rapport de Présentation). Celui-ci précise les dispositions techniques qui doivent être adoptées par le maître d'ouvrage pour éviter tout risque d'inondation et de pollution sur la zone.**

### Impacts résiduels

Le PLU n'a pas d'incidence sur les milieux humides. Le classement en secteur Nce du PLU permet d'assurer la protection de la majorité des milieux humides.

## **6. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES CONTINUITES ECOLOGIQUES, LE PATRIMOINE NATUREL ET LA BIODIVERSITE ET MESURES ENVISAGEES**

### Impacts potentiels

Les **impacts potentiels** du PLU de Mouguerre sur les continuités écologiques et le patrimoine naturel sont :

- Un impact direct par une artificialisation des milieux naturels, liée à l'urbanisation potentielle suite au PLU, donc une perte potentielle d'espèces faunistiques et floristiques, *a fortiori* dans les réservoirs de biodiversité identifiés,
- Une rupture des continuités écologiques par l'urbanisation potentielle,
- Un impact indirect par une pollution des continuités écologiques identifiées, notamment les cours d'eau en aval des zones urbanisées et à urbaniser.

### Mesures d'évitement

Dans l'axe 3 du PADD du PLU de Mouguerre, les élus affichent leur volonté de préserver et mettre en valeur les continuités écologiques :

#### **Axe 3. Privilégier une démarche environnementale, patrimoniale et paysagère intégrée**

##### *Préserver les continuités écologiques*

*Le PLU vise à préserver les espaces stratégiques composant la trame naturelle du territoire en s'appuyant sur les espaces naturels remarquables (ZNIEFF, Natura 2000) et les espaces naturels dits « ordinaires » (haies, bois, bosquets, ...). Dans cette optique, la commune se donne les moyens de :*

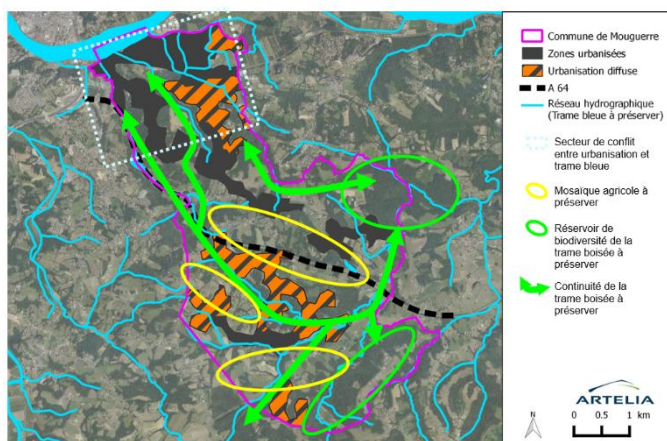
- *Préserver et valoriser les entités naturelles structurantes qui composent notamment la trame verte et bleue d'intérêt à savoir : les espaces boisés, les haies, l'Adour et l'Ardeva, leurs affluents et leurs ripisylves,*
- *Maintenir les continuités écologiques via la préservation des corridors écologiques identifiés mais aussi le maintien des espaces de nature et la réalisation d'opérations d'aménagement maintenant des espaces végétalisés qui préservent ainsi des passages entre front d'urbanisation. Cela passe notamment par la promotion de la biodiversité dans l'aménagement urbain.*

*Sur Mouguerre, il existe plusieurs grandes masses forestières, ainsi que de nombreux petits bois couvrant tous les talwegs. Les haies touffues sont de manières générales bien conservées. Toutes ces masses végétales participent à l'image campagnarde de Mouguerre et seront préservées.*

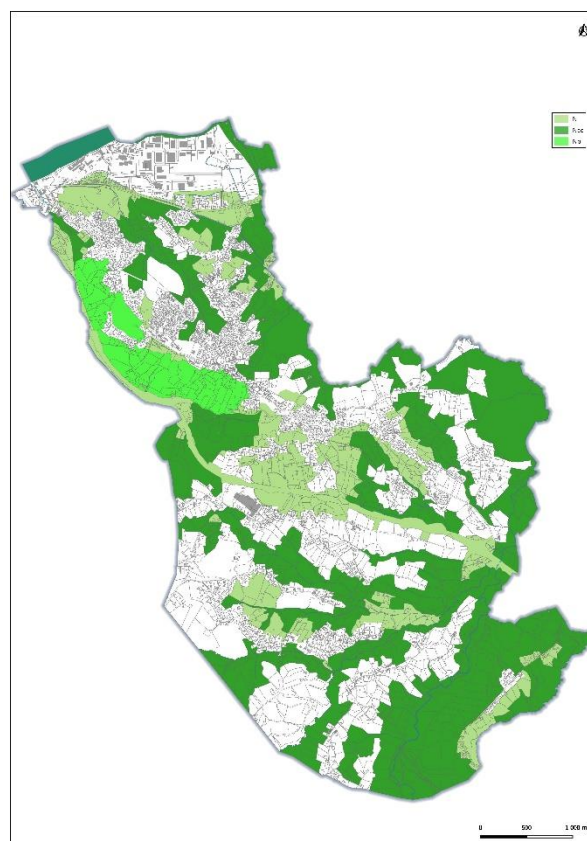


*Enfin la préservation et la valorisation de l'élément eau devra passer notamment par le raccordement privilégié à l'assainissement collectif, une amélioration de la gestion des eaux pluviales (limitation de l'impact de l'imperméabilisation des sols, mise en place progressive d'une gestion alternative des eaux pluviales dans les zones urbaines et à urbaniser) et la prise en compte du champ d'expansion des crues.*

Les continuités écologiques (corridors et réservoirs) ont été préservés par un classement en zone naturelle N, Nce ou Np (croix de Mouguerre) :



**La trame verte et bleue du territoire**



**Les zones N , Nce et Np du PLU**

En outre, la majeure partie des boisements et des haies a fait l'objet d'un classement en éléments de paysage identifiés au titre du L151-23 du Code de l'Urbanisme. Les OAP prennent également en compte la TVB dans les schémas d'aménagement proposés pour chacun des secteurs d'urbanisation future.

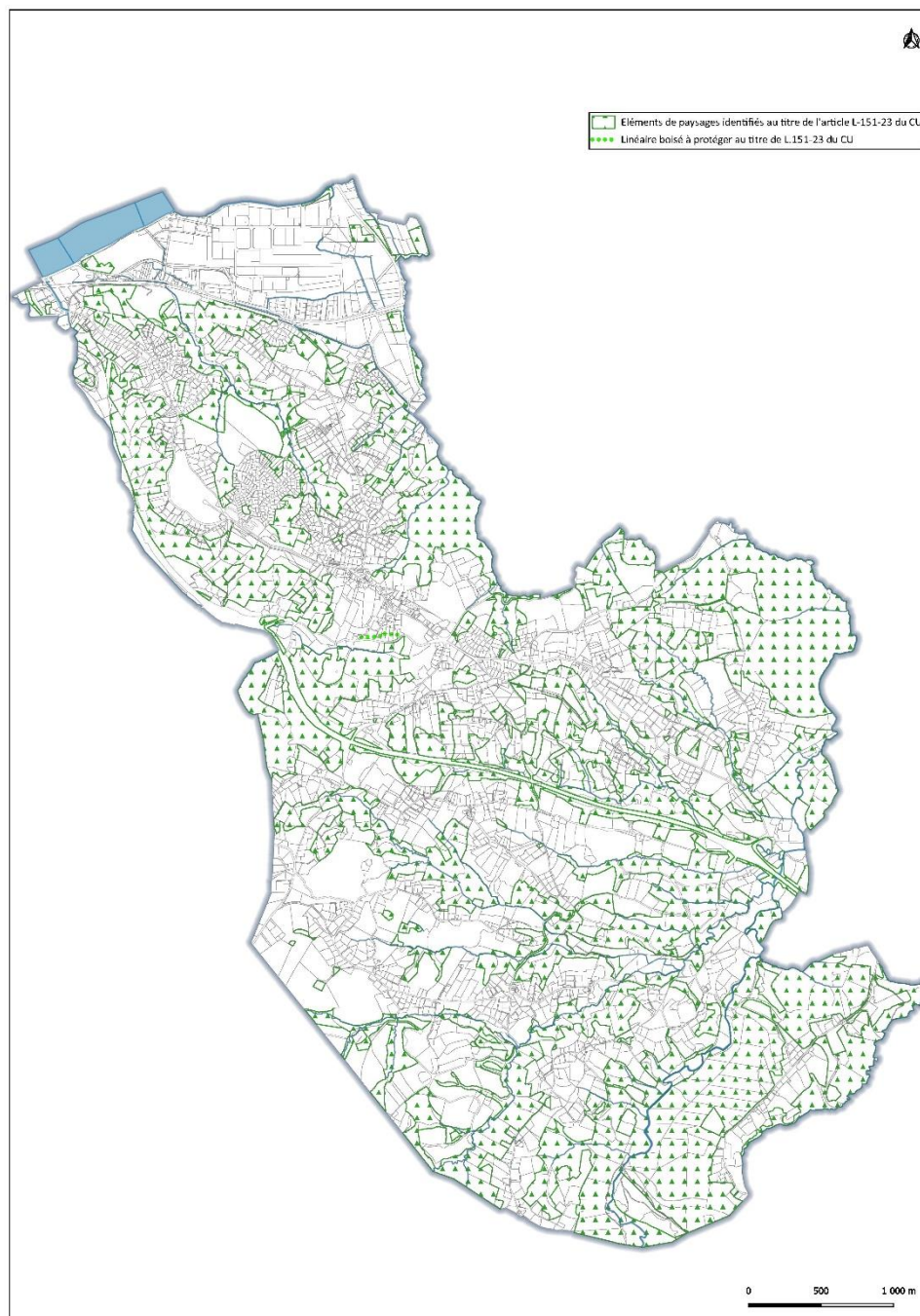


Figure 7- Eléments de paysage du PLU de Mouguerre

### Mesures de réduction

Le règlement des zones A et N (et sous-secteurs) impose une zone *non aedificandi* de 10 m de part et d'autre de tous les cours d'eau du territoire, ce qui permet de maintenir une zone tampon permettant notamment de préserver la qualité des eaux et de maintenir la biodiversité.



Les espaces agricoles formant une mosaïque de milieux ouverts qui, associés aux boisements de versants et fonds de vallons, sont favorables à la biodiversité ont été préservés par un classement en zone agricole.

Dans le cadre de l'évaluation environnementale, des inventaires ont été réalisés sur les secteurs pouvant présenter un enjeu de développement urbain.

La majeure partie du potentiel offert par le PLU correspond à des milieux ouverts agricoles de type cultures ou prairies.

Par ailleurs, le règlement du PLU limite le risque de pollution des corridors écologiques et réservoirs grâce à un potentiel de logements dans les zones U et AU en grande majorité raccordé ou raccordable au réseau d'assainissement collectif et grâce à des mesures spécifiques de gestion des eaux pluviales (coefficient de pleine terre, bassins de rétention, etc.).

### **Incidences résiduelles**

Au regard du faible potentiel de développement offert par le PLU, de la préservation stricte des continuités écologiques, de l'effort de densification par rapport à la décennie précédente (malgré l'obligation de création de logements sociaux qui impose la production de logements d'ici 2031), du recentrage du développement au niveau du centre-bourg, il en résulte que les incidences du projet sur les milieux naturels sont faibles.

## **7. INCIDENCES POTENTIELLES SUR L'ACTIVITE AGRICOLE ET MESURES ENVISAGEES**

### **Impacts potentiels**

L'agriculture est une composante importante dans le paysage et les identifiants ruraux de la commune de Mouguerre.

L'ouverture à l'urbanisation peut avoir comme **impacts potentiels** sur l'agriculture :

- Une diminution notable des surfaces agricoles, donc un impact négatif sur l'activité agricole (surfaces cultivées, nombre d'exploitation) et la biodiversité liée à ces milieux,
- Un impact sur les déplacements des engins agricoles (morcellement des terres, difficulté d'accès),
- L'émergence de conflit d'usage entre l'activité agricole et des zones d'habitat (nuisances, pollution, etc.).

### **Mesures de réduction**

La traduction réglementaire du PLU a poursuivi l'objectif de limiter le nombre de zones ouvertes à l'urbanisation. Aussi, seuls 4 secteurs ont été ouverts en zones AU, avec pour certains d'entre eux un découpage en plusieurs zones et une programmation *ad hoc* (Larretchea, Hiribarnea, Mendilaskor). La totalité de ces zones a été définie en périphérie immédiate du bourg, de façon à limiter les impacts sur les terres agricoles et à limiter les conflits d'usage.

La délimitation des zones de développement s'est donc attachée à prendre en compte les secteurs d'enjeux agricoles identifiés (zones de cultures, sièges agricoles, bâtiments d'élevage, etc.), afin de ne pas contraindre les activités agricoles existantes et ainsi permettre leur maintien voire leur développement.

Les zones A ainsi délimitées couvrent environ 515 ha, soit environ 23% du territoire, tandis que les zones N (et sous-secteurs) couvrent 1302 ha soit 58% de la commune de Mouguerre.

Si la majorité des surfaces ouvertes à l'urbanisation impactent des terres agricoles, le PLU affiche une densité des zones AU deux fois supérieure à la décennie passée, avec en moyenne 27 logements/ha contre 13 logements/ha sur les 10 ans passés.

### **Incidences résiduelles**

Au regard des mesures de réduction exposées, les incidences du PLU sur l'agriculture sont moyennes.

## **8. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES POLLUTIONS ET NUISANCES ET MESURES ENVISAGEES**

### **8.1. EAU**

#### **Impacts potentiels**

Les impacts potentiels sur l'eau sont une pollution diffuse ou accidentelle liée à l'urbanisation projetée.

#### **Mesure d'évitement des impacts sur les cours d'eau**

Le zonage du PLU maintient la fonctionnalité hydraulique et écologique des cours d'eau par un classement en zone naturelle Nce de l'ensemble du chevelu hydraulique et de la ripisylve associée quand elle existe.

#### **Mesure de réduction des impacts sur les cours d'eau**

##### ***Recul d'implantation des constructions***

Par ailleurs, le règlement des zones A et N impose une zone *non aedificandi* de 10 m de part et d'autre de tous les cours d'eau du territoire, ce qui permet de maintenir une zone tampon permettant notamment de préserver la qualité des eaux.

##### ***Identification, au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme des espaces/linéaires boisés et zones humides***

Les boisements rivulaires (situés sur les rives ou berges) ont été identifiés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. Ils permettent notamment de lutter contre le phénomène d'érosion de berge mais jouent également un rôle non négligeable sur la qualité des eaux en raison de son effet auto-épuratoire (filtre naturel). Des prescriptions de nature à assurer leur préservation ont dès lors été définies dans le règlement écrit.

En outre, l'ensemble des zones humides identifiées, en raison de leur importance pour de nombreuses fonctions mais également pour la grande richesse biologique qu'elles accueillent, font également l'objet d'une identification au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme.

### ***Une priorisation du développement en assainissement collectif***

La majorité des secteurs de développement projeté pour l'habitat sera raccordée au réseau collectif. Le règlement impose en effet le raccordement au réseau collectif d'assainissement lorsque celui-ci existe. Pour ce qui concerne les zones d'activités, l'essentiel du potentiel de développement offert sera également raccordé au réseau collectif d'assainissement. En 2019 la station a fonctionné en moyenne à 37% de sa capacité volumique et possède la capacité suffisante pour les 10 années à venir.

### ***Un encadrement de l'imperméabilisation des sols dans les zones urbaines et à urbaniser***

Il est également imposé une superficie minimale de pleine terre sur la majorité des zones permettant de limiter les surfaces imperméabilisées et de favoriser ainsi l'infiltration (30% en UB et AU, 35% en UC, 40% en UD, 40% en A et N).

## **Mesures de réduction des impacts sur les eaux usées et pluviales**

### ***Eaux usées***

La majorité du potentiel offert par le PLU sera raccordé au réseau collectif d'assainissement. Les eaux usées seront ainsi collectées et acheminées vers la station d'épuration qui possède les capacités suffisantes pour les 10 années à venir (cf. diagnostic).

Des échanges réguliers avec le service Assainissement de l'Agglomération Pays Basque ont permis d'affiner le travail de zonage au regard des capacités des réseaux et des possibilités de raccordement et notamment d'identifier avec un indice « a » les secteurs non desservis par l'assainissement collectif.

Les risques de pollution de la qualité de l'eau par les systèmes d'assainissement donc faibles.

### ***Eaux pluviales***

Pour ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, le règlement du PLU impose un raccordement au réseau public.

Pour tout projet de construction, de démolition/construction, ou d'extension supérieure à 40m<sup>2</sup> d'emprise au sol, des solutions de rétention des eaux pluviales seront obligatoires sur le terrain d'assiette du projet.

Les ouvrages de rétention seront dimensionnés pour une hauteur d'eau à stocker de 88 mm par m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée avec un débit de fuite de 3 l/s/ha et un diamètre minimal de 20 mm de l'orifice de fuite préconisé. Il devra être équipé d'une grille de protection démontable pour assurer son entretien.

## **Incidences résiduelles**

Ainsi, l'ensemble des mesures prises dans le PLU concernant la gestion des eaux usées et pluviales et la protection des cours d'eau, permet de limiter tout risque de pollution notable du milieu récepteur.

## 8.2. AIR

### Impacts potentiels

Le développement de zones urbanisées ou à urbaniser à vocation d'habitat ou d'activités peut induire à terme une altération probable de la qualité de l'air par l'augmentation du nombre d'activités polluantes et l'augmentation du trafic routier.

### Mesures de réduction

#### ***Un développement urbain en périphérie immédiate du bourg de Mouguerre***

L'urbanisation projetée est située en périphérie immédiate du bourg de manière à favoriser l'usage des transports en commun. Le développement urbain favorise également les cheminements doux dans les OAP et les emplacements réservés.

Par ailleurs, la préservation des boisements du territoire a une incidence positive sur la qualité de l'air (puits à carbone).

#### ***Une mixité fonctionnelle favorisée dans les zones urbaines et à urbaniser à vocation résidentielle***

Le règlement du PLU, en autorisant une mixité fonctionnelle dans les zones urbaines et à urbaniser (logements, emplois, services équipements) et en menant des réflexions entre l'articulation des zones à vocation résidentielles (U ou AU) et des zones d'équipements (UE) favorise une proximité entre toutes les fonctions urbaines permettant de limiter le recours aux déplacements individuels motorisés.

#### ***Une amélioration du maillage piétonnier et des choix de développement pour inciter le recours aux modes actifs***

Par un développement urbain majoritairement dans ou dans le prolongement du bourg, le PLU identifie des secteurs stratégiques en raison notamment de leur proximité aux équipements et services avec des distances favorables aux déplacements piétons notamment.

Dès lors, ces secteurs comprennent pour la majorité des principes de cheminements doux dans les OAP et identifie des emplacements réservés destinés à l'aménagement de cheminements doux (piétons notamment) afin de faciliter ce recours aux modes actifs.

#### ***Le développement des énergies renouvelables encouragé***

Les actions qui visent à réduire les consommations d'énergie primaire et à utiliser des énergies dites « renouvelables » contribuent à réduire les émissions de polluants tout comme les émissions de gaz à effet de serre. Le règlement du PLU incite au recours aux énergies renouvelables sur les constructions et n'émet aucune disposition empêchant leur implantation.

### Incidences résiduelles

Au regard de l'urbanisation existante et du développement urbain projeté, ces incidences sont jugées faibles.

## 8.3. BRUIT

### 8.3.1. Nuisances sonores générées par les axes routiers

#### Impacts potentiels

Plusieurs routes de Mouguerre font l'objet d'un classement sonore, la plus importante étant la RD 1 qui prolonge l'A 64.

Route	Tronçon	Catégorie	Largeur du secteur affecté (m)
RD 1	De la RD 635 à l'A 64	2	250
RD 52	Du panneau 70 km/h à 500 m avant la RD 261	4	30
RD 52	De la fin de limitation à 70 km/h à la RD 312	3	100
RD 635	De la RD 1 à la RD 52	3	100

La commune est également traversée par la ligne ferroviaire Toulouse-Bayonne.

Dans les secteurs affectés par le bruit, les constructions doivent respecter un isolement acoustique minimal déterminé selon les spécifications de l'arrêté du 30 mai 1996 (modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013). La voie ferrée Toulouse-Bayonne est classée en catégories 2 et 3.

Le développement de zones urbanisées ou à urbaniser à vocation d'habitat ou d'activités à proximité des zones de bruit (voiries routières) peut engendrer une gêne chez les habitants et/ou les actifs travaillant dans ces zones.

#### Mesures d'évitement

L'ensemble des zones de développement urbain ont été définies à l'extérieur des zones de bruit identifiées sur la commune de Mouguerre.

#### Incidences résiduelles

Au regard de l'urbanisation existante et du développement urbain projeté, ces incidences sont jugées négligeables.

### 8.3.2. Nuisances sonores générées par les activités

#### **Impacts potentiels**

Sur la commune de Mouguerre, les activités économiques se répartissent :

- Soit au sein de zones d'activités existantes des bords de l'Adour,
- Soit de façon diffuse dans les zones d'habitat.

#### **Mesures de réduction**

##### ***Accueil des activités économiques dans les zones d'activités***

Les choix économiques du PLU visent à accueillir les nouvelles activités économiques structurantes au sein des zones d'activités déjà en place :

- Zone industrielle de Mouguerre (zone du Portou, zones des Salines),
- Centre Européen de Fret.

La zone économique d'intérêt supra-SCOT du Centre Européen de Fret (CEF) est en pleine expansion. Elle couvre actuellement une quarantaine d'hectares. Elle est dédiée essentiellement au fret de marchandises. Elle est le fruit d'une forte coopération entre plusieurs collectivités que les élus souhaitent pérenniser pour maintenir son dynamisme.

Une hiérarchisation dans l'accueil des activités économiques a été effectuée afin d'orienter les typologies d'activités en lien avec la destination de chacune des zones. Les trois zones d'activités ont des destinations différentes : la zone du Portou et une zone de proximité vouée à accueillir des PME dans l'artisanat et le commerce, la zone UY est vouée à accueillir des activités industrielles (les Salines, bords de l'Adour) et la zone UT accueille le CEF.

Cette hiérarchisation dans les destinations des zones permet de réduire les nuisances dans les zones d'habitat jouxtant la zone du Portou, tout en privilégiant les activités les plus nuisantes au niveau du bruit dans les zones industrielles existantes (Salines, CEF).

##### ***Règles imposées aux activités dans les zones d'habitat***

Dans les zones d'habitat, les constructions destinées à l'artisanat et au commerce de détail sont autorisées sous réserve qu'elles n'entraînent aucune nuisance incompatible avec l'habitat. Les activités susceptibles de produire des nuisances sonores importantes sont interdites : commerce de gros, industrie, entrepôt.

#### **Incidences résiduelles**

Au regard de l'urbanisation existante et du développement urbain projeté, ces incidences sont jugées faibles.

## 9. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES RISQUES ET MESURES ENVISAGEES

### 9.1. RISQUE INONDATION

#### Impacts potentiels

La commune de Mouguerre est couverte par un PPRI lié au risque de débordement de l'Adour et de ses affluents.

L'artificialisation des zones urbaines ou la construction en zone inondable sont susceptibles d'aggraver l'imperméabilisation et le risque d'inondation en aval ainsi que le mis en péril des biens et des personnes dans les zones de risque.

#### Mesure d'évitement de la vulnérabilité face au risque inondation

Afin de ne pas exposer de populations supplémentaires au risque identifié, aucune zone de développement urbain à vocation d'habitat n'a été définie dans l'emprise des zones de risque identifiées dans le PPRI.

Le CEF possède quant à lui un **arrêté préfectoral d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (ex article 10 de la loi sur l'eau), en date du 18 septembre 2000 (cf. annexes du Rapport de Présentation). Celui-ci précise les dispositions techniques qui doivent être adoptées par le maître d'ouvrage pour éviter tout risque d'inondation et de pollution sur la zone.**

#### Mesure de réduction de la vulnérabilité face au risque inondation

Afin de ne pas exposer de personnes supplémentaires au risque inondation, les secteurs soumis au risque inondation (sur la base du PPRI en vigueur) ont été identifiés sur le plan de zonage par une trame bleue (hachures bleues).

Dans ces zones, le règlement écrit impose le respect du règlement du PPRI.

#### Mesure de réduction de l'imperméabilisation de sols

Afin de limiter le risque inondation en aval, plusieurs mesures ont été prises dans le règlement : coefficient de pleine terre en zones urbaines et à urbaniser (sauf UA) pour favoriser l'infiltration à la parcelle, solutions alternatives préconisées, préservation des haies et des boisements, etc.

**Incidences résiduelles** : Elles sont faibles sur le risque inondation.

### 9.2. RISQUE SISMIQUE

L'ensemble du territoire est classé en zone de **sismicité 3** dite modérée. Les constructions neuves sont soumises à des règles de construction parasismique.

### 9.3. RISQUE DE REMONTEE DE NAPPE

#### Impacts potentiels

Certains secteurs de Mouguerre sont également particulièrement sensibles aux inondations par débordement de nappe. Il s'agit notamment des barthes et de la vallée de l'Arnavy.

La sensibilité aux remontées de nappe est très faible à inexistante ailleurs.

Il est à noter que la nappe est sub-affleurante, ainsi si les capacités d'infiltration du sol sont faibles, cela peut engendrer des problématiques en termes de gestion des eaux usées en assainissement autonome et pluviales.

#### Mesure d'évitement de la vulnérabilité face au risque « remontée de nappes »

Pour ce qui concerne le **risque de remontée de nappes**, toutes les zones ouvertes à l'urbanisation (zones AU) sont situées dans des secteurs à sensibilité faible à moyenne.

#### Mesure de réduction

Le règlement de toutes les zones urbaines et à urbaniser émet des prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales. Le règlement préconise de privilégier l'infiltration lorsque la nature des sols le permet.

En outre, le règlement du PLU définit des règles limitant l'imperméabilisation des sols via le maintien de superficies de pleine terre.

#### Incidences résiduelles : elles sont faibles

### 9.4. RISQUE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

#### Impacts potentiels

La commune de Mouguerre n'est pas concernée par un PPRn lié aux mouvements de terrain, malgré plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle pris sur son territoire entre 1982 et 2012 pour des mouvements ou glissements de terrain.

Le territoire est concerné par un aléa faible au niveau des vallées de l'Adour, du Portou, de l'Arnavy et ses affluents. L'aléa est moyen sur le reste du territoire.

#### Mesures de réduction

Concernant le **risque retrait-gonflement des argiles**, les zones ouvertes à l'urbanisation sont soumises à un aléa faible à moyen. Des dispositions constructives peuvent être prises, notamment concernant les fondations. Il convient aux maîtres d'ouvrage et/ou aux constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène et de limiter ses conséquences sur le projet en adaptant celui-ci au site. Le site internet du Ministère de la



transition écologique et solidaire met à disposition une plaquette informative et des fiches de renseignement pour réduire la vulnérabilité du bâti face à ce risque, elles sont de deux types :

- Fiches permettant de minimiser le risque d'occurrence et l'ampleur du phénomène (éloignement de la végétation du bâti, création d'un écran anti-racines, étanchéification des canalisations enterrées, réalisation d'un dispositif de drainage),
- Fiches permettant une adaptation du bâti : adaptation des fondations, rigidification de la structure du bâtiment, etc.

**Incidences résiduelles** : l'impact du PLU sur le risque « retrait-gonflement des argiles » est nul.

## **9.5. RISQUE FEUX DE FORETS**

La commune de Mouguerre n'est pas affectée par ce risque.

## **9.6. RISQUE LIE AU TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES**

### **Impacts potentiels**

La commune de Mouguerre est concernée par le risque transport et de matières dangereuses par canalisation de transport de gaz naturel à haute pression.

Plusieurs canalisations de gaz naturel enterrées et propriété de TEREKA (ex TIGF) traversent en effet le territoire.

L'implantation de ce réseau a donné lieu à l'établissement de servitudes d'utilité publique (cf. annexes du PLU).

### **Mesures de réduction**

L'arrêté « Multifluides » du 5 mars 2014 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques s'applique sur le territoire.

Pour toute demande d'autorisation d'occupation du sol située dans la zone de danger liée aux canalisations de transport de matières dangereuses, le gestionnaire sera obligatoirement consulté.

**Incidences résiduelles** : elles sont faibles

## 9.7. RISQUE LIE AU RESEAU ELECTRIQUE HAUTE-TENSION

### Impacts potentiels

La commune de Mouguerre comporte des ouvrages de transformation et de transport d'électricité HTB, c'est-à-dire avec une tension supérieure à 50 000 V.

### Mesure d'évitement

Les zones de développement urbain ont été délimitées à l'écart des lignes traversant la commune. L'identification des éléments de paysage prend en compte les lignes Haute-tension.

Incidences résiduelles : elles sont faibles

## 9.8. RISQUE LIE AUX ICPE

La commune de Mouguerre n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

La base de données du Ministère de l'Environnement indique néanmoins la présence d'une ICPE sur la commune. Il s'agit de SUEZ RV Sud-Ouest relevant du régime de l'autorisation et dont l'activité principale porte sur la collecte de déchets non dangereux.

## 10. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LE VOLET ENERGIE-CLIMAT ET MESURES ENVISAGEES

Le tableau suivant illustre les principaux impacts du PLU sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre (GES) et expose les mesures et les incidences résiduelles.

Thématique	Enjeux principaux	Niveau d'enjeux en 2022	Mesures principales du PLU : réduction et évitement	Incidences résiduelles du PLU sur la consommation énergétique et l'émission de GES
<b>Habitat</b>	Rythme de constructions élevé.  Obligation de réaliser des logements sociaux dans le cadre de la loi SRU.  Majorité de constructions individuelles.		Mixité de l'habitat (logement collectif, logement groupé, logement individuel) dans les principales zones d'ouverture à l'urbanisation	Incidences positives liées à des prescriptions pour favoriser la mixité des logements : baisse de la consommation énergétique moyenne des nouveaux logements
<b>Densité</b>	13 logements/ha ces 10 dernières années		Densités moyennes projetées élevées (OAP) : 27 logements/ha en moyenne	Incidences moyennes liées à une augmentation de la densité pour optimiser l'utilisation du foncier
<b>Transports et déplacements</b>	Un usage de la voiture très important		Définition des zones à urbaniser en périphérie du bourg pour favoriser l'usage des transports en commun.  Mise en place de cheminements doux dans les OAP et lien avec les cheminements doux existants	Incidences moyennes
<b>Agriculture</b>	Une agriculture dynamique malgré la baisse du nombre d'agriculteurs		Modération de la consommation d'espaces agricoles  Terres agricoles impactées : cultures, prairies	Incidences moyennes
<b>Equipements et services</b>	Un bon niveau d'équipements		Rapprochement des zones à urbaniser du bourg de façon à favoriser les déplacements doux	Incidences positives sur les déplacements liés aux équipements et services
<b>Légende</b>				
<b>Couleur</b>		<b>Niveau d'enjeux</b>		
		Nul		
		Faible		
		Moyen		
		Elevé		

Figure 8- Incidences et mesures du PLU sur les consommations énergétiques et les émissions de GES

## 11. INCIDENCES POTENTIELLES SUR LE PAYSAGE, LE PATRIMOINE ET LE CADRE DE VIE ET MESURES ENVISAGEES

### 11.1. INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET MESURES

#### 11.1.1. Incidences sur le grand paysage

##### Impacts potentiels

Les incidences potentielles du PLU sur le paysage sont :

- Un impact négatif sur le grand paysage et une perte d'identité de la commune par la multiplication des zones urbaines ou par une banalisation du paysage par la multiplication de lotissements au caractère architectural éloigné du bâti traditionnel,
- Un impact négatif sur les secteurs à fort enjeux paysagers comme la croix de Mouguerre et le front Ouest du bourg (cônes de vue).

##### Mesure de réduction

##### ***Affirmer les enveloppes urbaines existantes***

Concernant les secteurs urbanisés et à urbaniser, le projet vise à recentrer l'urbanisation sur le bourg. La délimitation des zones urbaines et à urbaniser vise à améliorer la lisibilité des limites entre espaces urbanisés et espaces agricoles et naturels. Les incidences sont donc globalement positives concernant les zones urbanisées et à urbaniser.

Concernant les secteurs agricoles et naturels, l'objectif a été de conserver les enveloppes existantes (zones UD et zone Nh de Pilota Piazza).

Par ailleurs, les mesures de protection suivantes ont été prise dans le cadre de la traduction réglementaire :

- Classement des boisements en éléments de paysage au titre du L151-23 du code de l'urbanisme,
- Prescriptions paysagères dans les OAP de manière à accompagner la transition entre les espaces agricoles et les espaces urbains,
- Prise en compte de la qualité paysagère et patrimoniale des espaces bâtis dans le règlement écrit,
- Modération de la consommation d'espace par une augmentation de la densité dans els OAP par rapport à la décennie précédente.

##### ***Prendre en compte les formes urbaines existantes***

Le potentiel de développement proposé est hiérarchisé et la densité différenciée selon les secteurs géographiques au regard de l'armature urbaine de chaque quartier de Mouguerre.

La localisation des zones, le règlement et les OAP visent à permettre l'intégration paysagère et urbaine des nouvelles opérations en fonction des typologies urbaines existantes, à assurer la préservation des éléments de patrimoine et contribuent à préserver la qualité du cadre de vie.

Le PLU distingue ainsi plusieurs types de zones urbaines et ce, en lien notamment avec les formes urbaines existantes. Cinq catégories de zones urbaines ont ainsi été définies dans le cadre du PLU :

- UA : centre-bourg historique, le règlement écrit vise à respecter l'alignement général des constructions à la voie publique, une densité forte et une volumétrie importante des constructions,
- UB : ce sont les extensions urbaines récentes, principalement réalisées sous la forme d'opérations d'ensemble ; la maison individuelle est majoritaire, mais on trouve encore des secteurs denses semblables à ceux du centre-bourg en UA,
- UC : il s'agit du quartier historique d'Elizaberri. Il est déconnecté physiquement du centre-bourg mais dispose de formes urbaines caractéristiques, parfois denses.
- UD : le secteur correspond aux quartiers et hameaux isolés où prédomine une forme urbaine en ordre discontinu et la présence d'habitat individuel.

### ***Préserver le cadre de vie***

La préservation des éléments structurants du grand paysage ainsi que la prise en compte des formes urbaines, caractéristiques architecturales et du paysage urbain précédemment abordés assure le maintien d'un cadre de vie de qualité pour les habitants.

Des dispositions spécifiques sont en outre prises en matière de déplacements doux via l'intégration de principes de liaisons piétonnes dans les zones d'OAP mais également la définition d'emplacements réservés pour la création de voies et cheminements doux.

### ***Préserver les éléments patrimoniaux***

Le patrimoine bâti de qualité non protégé (maisons de maître, bâtiments remarquables) est identifié et protégé au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.

En outre, l'église classé Monument Historique fait l'objet d'un périmètre de protection. La protection au titre des monuments historiques est une Servitude d'Utilité Publique qui s'impose au PLU.

Le secteur de la Croix de Mouguerre associé aux cônes de vue à l'Ouest du centre-bourg est protégé par un zonage spécifique Np.

Concernant le patrimoine archéologique, de nombreux sites sont répertoriés sur le territoire. Ces derniers sont situés soit dans des zones déjà bâties, soit dans des secteurs agricoles ou naturels.

Conformément aux dispositions de l'article L522-5 du Code du Patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans ces zones sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnées par la législation relative aux crimes et délits contre les biens, le service régional de l'archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine.

### **Incidences résiduelles**

Les incidences du PLU sur le grand paysage sont positives avec la préservation et la mise en valeur des grands identifiants paysagers de Mouguerre.

### 11.1.2. Incidences des secteurs d'urbanisation future sur le paysage

#### **Impacts potentiels**

Les incidences potentielles des secteurs d'urbanisation future sur le paysage sont :

- Le mitage urbain du territoire,
- La multiplication de constructions le long des axes de communication, de fait réduisant fortement les cônes de vue vers l'extérieur,
- L'absence de transition entre l'espace rural et l'espace urbain,
- La perte d'identité du bourg de Mouguerre.

#### **Mesures de réduction**

Les principales zones à urbaniser sont concentrées autour du centre-bourg.

Les OAP imposent un certain nombre de prescriptions visant à préserver les grandes caractéristiques paysagères et architecturales de chaque secteur.

L'objectif est de permettre une bonne intégration des futures zones de développement dans le site dans lesquelles elles s'inscrivent et ce, en cohérence avec l'orientation du PADD qui prévoit un développement urbain qui respecte les formes urbaines existantes et les caractéristiques paysagères et patrimoniales de chaque secteur géographique, en termes de forme urbaine et de respect de la topographie naturelle du terrain.

Les OAP portent ainsi une attention particulière :

- À l'orientation des parcelles et du bâti,
- L'aspect architectural des constructions (couleurs, ouvertures, toitures),
- Au traitement des abords des zones à urbaniser via des prescriptions sur les haies et lisières paysagères,
- À la création d'espaces publics au sein des opérations,
- La prise en compte de la topographie dans la conception de l'aménagement de façon à respecter les courbes de niveau naturelles.

#### **Incidences résiduelles**

Les **incidences résiduelles** du PLU sur le paysage sont faibles car le développement urbain vise à structurer chaque secteur au regard des formes urbaines existantes et dans le souci de préservation des grands identifiants paysagers et architecturaux.

## 11.2. INCIDENCES SUR LE PATRIMOINE ET LE CADRE DE VIE ET MESURES

### 11.2.1. Les périmètres de protection du patrimoine

#### Mesures de réduction

Le périmètre de protection des Monuments historiques (église Saint-Jean Baptiste) est reporté sur le plan de zonage. Les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France s'imposent dans ce périmètre.

#### Incidences résiduelles

Les incidences résiduelles sur le périmètre de protection de l'église sont faibles.

### 11.2.2. Le patrimoine archéologique

#### Impacts potentiels

La commune de Mouguerre est concernée par les zones de présomption de prescription archéologique suivantes :

- Mouguerre port : occupations préhistoriques, carrières antiques, médiévales et modernes, port médiéval et moderne,
- Croix de Mouguerre : occupations préhistorique et champ de bataille napoléonien,
- Eglise Saint-Jean-Baptiste de Mouguerre : église et cimetière médiévaux et modernes,
- Curruya Bidegaina : formation indéterminée.

#### Mesures de réduction

Conformément aux dispositions de l'article L522-5 du Code du Patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies en annexe sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Le site de la Croix de Mouguerre est protégé par un classement Np interdisant toute construction.

#### Incidences résiduelles

Elles sont faibles.

## COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 12. COMPATIBILITE AVEC LE SCOT BAYONNE ET SUD DES LANDES

Les préconisations du SCoT de Bayonne et du Sud des Landes ont été prises en compte dans la définition du projet ; de fait, le projet est compatible avec celui-ci (cf. partie 3 du Rapport de Présentation).

### 13. COMPATIBILITE AVEC LE SRADDET AQUITAINE

Le tableau suivant analyse la compatibilité du PLU avec le SRADDET Aquitaine.



Objectifs	Règles	Compatibilité
1-Construire un environnement d'accueil et d'accompagnement favorable au développement des entreprises sur tout le territoire régional		Le PLU prévoit 14 ha pour l'extension des zones d'activités existantes. Le règlement écrit autorise les activités non nuisantes (commerce et artisanat) dans les secteurs d'habitat.
2-Ancrer les usines à la campagne en accompagnant un modèle de production industrielle durable dans les territoires ruraux		Le PLU prend en compte le projet d'extension du Centre Européen de Fret (CEF).
3-Développer une agriculture performante sur les plans économique, social et environnemental	10 : Des dispositions favorables à l'autonomie alimentaire des territoires sont recherchées dans les documents de planification et d'urbanisme : - Par la préservation du foncier agricole - Par la promotion de stratégies alimentaires locales et autres dispositifs de valorisation de la ressource agricole en proximité.	La densité des zones ouvertes à l'urbanisation est doublée par rapport à la décennie précédente de façon à limiter la consommation d'espaces agricoles. Le PLU a pris en compte les sièges d'exploitation existants et les bâtiments d'élevage, ainsi que la problématique d'accès aux terres agricoles situées à l'arrière des zones urbanisées ou à urbaniser
4-Pérenniser les activités humaines en milieu rural en favorisant l'installation en agriculture et la transmission des exploitations agricoles		
5-Valoriser la ressource en bois avec une gestion durable et multifonctionnelle des forêts		
6-Permettre par un aménagement harmonieux, le développement durable de l'économie de la pêche, des cultures marines et de l'aquaculture maritime et continentale		
7-Développer des destinations touristiques durables avec les acteurs locaux	15 : L'amélioration de l'accessibilité aux sites touristiques par les modes alternatifs à l'automobile est recherchée. 18 : Les documents d'urbanisme et de planification conçoivent et permettent la mise en oeuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, régionaux, nationaux ou européens.	Les OAP prévoient en majorité la réalisation de cheminements doux.
8-Favoriser un maillage de l'offre touristique sur l'ensemble du territoire et conforter les sites touristiques à forte fréquentation par un aménagement durable	15 : L'amélioration de l'accessibilité aux sites touristiques par les modes alternatifs à l'automobile est recherchée 23 : Le rafraîchissement passif est mis en oeuvre dans les espaces urbains denses	Les OAP imposent des plantations. Le règlement écrit impose un coefficient de pleine terre.

<b>9-Anticiper les impacts du changement climatique pour le secteur du tourisme</b>	25 : Les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) des territoires littoraux intègrent les scénarios GIEC 2050 et 2100 pour anticiper l'élévation du niveau de la mer 26 : Les documents de planification et d'urbanisme anticipent les évolutions de la bande côtière et réduisent les risques côtiers.	
<b>10-Favoriser le tourisme d'itinérance par un maillage doux à l'échelle régionale</b>	18 : Les documents d'urbanisme et de planification conçoivent et permettent la mise en oeuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, régionaux, nationaux ou européens	Les OAP prévoient en majorité la réalisation de cheminements doux.
<b>11-Développer un mode de production plus sobre</b>	37 : Les acteurs mettent en oeuvre prioritairement des actions visant à la prévention des déchets avant toute opération de valorisation puis d'élimination	
<b>12-Développer une économie du réemploi, favorisant l'emploi local et l'ESS</b>		
<b>13-Déployer l'Ecologie industrielle et territoriale</b>		
<b>14-Optimiser l'efficacité énergétique de l'industrie, de l'artisanat et du commerce par des organisations et des procédés facilitant l'économie circulaire</b>		
<b>15-Consolider un réseau territorial efficace de détection, de stimulation et d'accompagnement des projets innovants</b>		
<b>16-Favoriser l'accès à la formation initiale et continue, à la qualification, à l'emploi et au développement des compétences sur l'ensemble du territoire</b>	8 : Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs	
<b>17-Lutter contre les inégalités territoriales en matière d'enseignement supérieur et de recherche</b>		
<b>18-Développer les innovations dans les transports et la mobilité : véhicules autonomes, drones, fluvial, logistique urbaine innovante, innovations organisationnelles...</b>	16 : Les stratégies locales de mobilité favorisent les pratiques durables en tenant compte de l'ensemble des services de mobilité, d'initiative publique ou privée. 17 : Dans les zones congestionnées, les aménagements d'infrastructures routières structurantes privilégient l'affectation de voies pour les lignes express de transports collectifs et, en expérimentation, pour le covoiturage 32 : L'implantation des infrastructures de production, distribution et fourniture en énergie renouvelable (biogaz, hydrogène, électricité) pour les véhicules de transport de marchandises et de passagers est planifiée et organisée à l'échelle des intercommunalités, en collaboration avec la Région et l'Etat	
<b>19-Développer les innovations technologiques et sociales dans le domaine des systèmes intelligents de gestion de l'énergie</b>	28 : L'intégration des équipements d'énergie renouvelable solaires dans la construction est facilitée et encouragée	Le règlement écrit encadre les panneaux solaires sur toiture en imposant une intégration à la toiture ou une épaisseur limitée en superstructure.
<b>20-S'inspirer de la nature et de la connaissance de la biodiversité pour construire/imaginer des leviers de développement soutenable</b>		



<b>32-Assurer la cohérence entre l'urbanisation, l'offre de transport et les réseaux et équipements existants (numériques, eau/assainissement, etc.)</b>	4 : Les territoires favorisent, au sein des enveloppes urbaines existantes, l'intensification du développement urbain à proximité des points d'arrêts desservis par une offre structurante en transport collectif 30 : Le développement des unités de production d'électricité photovoltaïque doit être privilégié sur les surfaces artificialisées bâties et non bâties, offrant une multifonctionnalité à ces espaces 31 : L'installation des réseaux de chaleur et de froid couplés à des unités de production d'énergie renouvelable est facilitée 32 : L'implantation des infrastructures de production, distribution et fourniture en énergie renouvelable (biogaz, hydrogène, électricité) pour les véhicules de transport de marchandises et de passagers est planifiée et organisée à l'échelle des intercommunalités, en collaboration avec la Région et l'Etat	Le PLU favorise l'ouverture à l'urbanisation en épaississement du centre-bourg pour favoriser la mise en place des réseaux de chaleur.
<b>39-Protéger et valoriser durablement le foncier agricole et forestier</b>	1 : Les territoires mobilisent prioritairement le foncier au sein des enveloppes urbaines existantes 10 : Des dispositions favorables à l'autonomie alimentaire des territoires sont recherchées dans les documents de planification et d'urbanisme : – Par la préservation du foncier agricole – Par la promotion de stratégies alimentaires locales et autres dispositifs de valorisation de la ressource agricole en proximité 30 : Le développement des unités de production d'électricité photovoltaïque doit être privilégié sur les surfaces artificialisées bâties et non bâties, offrant une multifonctionnalité à ces espaces	La densité des zones ouvertes à l'urbanisation est doublée par rapport à la décennie précédente de façon à limiter la consommation d'espaces agricoles. Le PLU a pris en compte les sièges d'exploitation existants et les bâtiments d'élevage, ainsi que la problématique d'accès aux terres agricoles situées à l'arrière des zones urbanisées ou à urbaniser.

<b>40-Préserver et restaurer les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques)</b>	<p>26 : Les documents de planification et d’urbanisme anticipent les évolutions de la bande côtière et réduisent les risques côtiers</p> <p>33 : Les documents de planification et d’urbanisme doivent lors de l’identification des continuités écologiques de leur territoire (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à leur échelle :</p> <p>1. intégrer les enjeux régionaux de continuités écologiques à savoir préserver et restaurer les continuités, limiter l’artificialisation des sols et la fragmentation des milieux, intégrer la biodiversité, la fonctionnalité et les services écosystémiques dans le développement territorial (nature en ville, contribution des acteurs socio-économiques, lutte contre les pollutions), intégrer l’enjeu relatif au changement climatique et améliorer et partager la connaissance</p> <p>2. caractériser les sous-trames et les continuités de leur territoire en s’appuyant sur les sous trames précisées dans l’objectif 40 et cartographiées à l’échelle 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine ») et justifier de leur prise en compte.</p> <p>34 : Les projets d’aménagements ou d’équipements susceptibles de dégrader la qualité des milieux naturels sont à éviter, sinon à réduire, au pire à compenser, dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques définis localement ou à défaut dans ceux définis dans l’objectif 40 et cartographiés dans l’atlas régional au 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine »)</p> <p>35 : Les documents de planification et d’urbanisme qui identifient des secteurs voués à l’urbanisation doivent y prévoir des principes d’aménagement visant à préserver et à restaurer la fonctionnalité des écosystèmes, la biodiversité et le paysage</p> <p>36 : Les documents de planification et d’urbanisme protègent les continuités écologiques et préservent la nature en ville. Pour cela ils peuvent mobiliser des outils adaptés tels que les zonages, les Orientations d’Aménagement et de Programmation, la</p>	
<b>41-Préserver et restaurer la biodiversité pour enrayer son déclin</b>	<p>33 : Les documents de planification et d’urbanisme doivent lors de l’identification des continuités écologiques de leur territoire (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à leur échelle :</p> <p>1. intégrer les enjeux régionaux de continuités écologiques à savoir préserver et restaurer les continuités, limiter l’artificialisation des sols et la fragmentation des milieux, intégrer la biodiversité, la fonctionnalité et les services écosystémiques dans le développement territorial (nature en ville, contribution des acteurs socio-économiques, lutte contre les pollutions), intégrer l’enjeu relatif au changement climatique et améliorer et partager la connaissance</p> <p>2. caractériser les sous-trames et les continuités de leur territoire en s’appuyant sur les sous trames précisées dans l’objectif 40 et cartographiées à l’échelle 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine ») et justifier de leur prise en compte.</p> <p>34 : Les projets d’aménagements ou d’équipements susceptibles de dégrader la qualité des milieux naturels sont à éviter, sinon à réduire, au pire à compenser, dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques définis localement ou à défaut dans ceux définis dans l’objectif 40 et cartographiés dans l’atlas régional au 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine »)</p> <p>35 : Les documents de planification et d’urbanisme qui identifient des secteurs voués à l’urbanisation doivent y prévoir des principes d’aménagement visant à préserver et à restaurer la fonctionnalité des écosystèmes, la biodiversité et le paysage</p> <p>36 : Les documents de planification et d’urbanisme protègent les continuités écologiques et préservent la nature en ville. Pour cela ils peuvent mobiliser des outils adaptés tels que les zonages, les Orientations d’Aménagement et de Programmation, la définition d’un Coefficient de Biotope par Surface, ou encore la définition</p>	<p>La démarche ACE conduite en partenariat avec le CAUE a permis une définition précise de la Trame Verte et Bleue à l'échelle du territoire. Plusieurs niveaux de protection des corridors et réservoirs écologiques s'imposent dans le cadre du zonage et du règlement écrit : zones Ace, Nce, éléments de paysage etc. Par ailleurs, les OAP prennent en compte les haies existantes et les arbres isolés dans une perspective de protection ou restauration.</p>
<b>42-Préserver et restaurer la qualité des paysages et leur diversité</b>	<p>33 : Les documents de planification et d’urbanisme doivent lors de l’identification des continuités écologiques de leur territoire (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à leur échelle :</p> <p>1. intégrer les enjeux régionaux de continuités écologiques à savoir préserver et restaurer les continuités, limiter l’artificialisation des sols et la fragmentation des milieux, intégrer la biodiversité, la fonctionnalité et les services écosystémiques dans le développement territorial (nature en ville, contribution des acteurs socio-économiques, lutte contre les pollutions), intégrer l’enjeu relatif au changement climatique et améliorer et partager la connaissance</p> <p>2. caractériser les sous-trames et les continuités de leur territoire en s’appuyant sur les sous trames précisées dans l’objectif 40 et cartographiées à l’échelle 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine ») et justifier de leur prise en compte.</p> <p>34 : Les projets d’aménagements ou d’équipements susceptibles de dégrader la qualité des milieux naturels sont à éviter, sinon à réduire, au pire à compenser, dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques définis localement ou à défaut dans ceux définis dans l’objectif 40 et cartographiés dans l’atlas régional au 1/150 000 (atlas de 64 planches : « Trame verte et bleue, cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine »)</p> <p>35 : Les documents de planification et d’urbanisme qui identifient des secteurs voués à l’urbanisation doivent y prévoir des principes d’aménagement visant à préserver et à restaurer la fonctionnalité des écosystèmes, la biodiversité et le paysage</p> <p>36 : Les documents de planification et d’urbanisme protègent les continuités</p>	

<b>43-Réduire les consommations d'énergie et les émissions de GES aux horizons</b>		Le PLU favorise l'ouverture à l'urbanisation en épaississement du centre-bourg pour favoriser les modes actifs de déplacements.
<b>44-Améliorer la qualité de l'air aux horizons 2020 et 2030</b>		
<b>45-Développer les modes de déplacement alternatifs à la voiture-solo</b>	4 : Les territoires favorisent, au sein des enveloppes urbaines existantes, l'intensification du développement urbain à proximité des points d'arrêts desservis par une offre structurante en transport collectif 11 : Le développement des pôles d'échanges multimodaux, existants ou en projet, s'accompagne d'une identification et d'une préservation des espaces dédiés et/ou à dédier à l'intermodalité 12 : Les autorités organisatrices de la mobilité recherchent la compatibilité de leurs outils billettiques et d'informations voyageurs avec ceux portés par le syndicat mixte intermodal régional 13 : Les réseaux de transport publics locaux sont organisés en cohérence avec le réseau de transports collectifs structurant de la Région et dans la recherche d'une optimisation des connexions entre les lignes de transport 14 : Dans le cas de PDU limitrophes, chacun des PDU veille à optimiser les interfaces transport entre les territoires 16 : Les stratégies locales de mobilité favorisent les pratiques durables en tenant compte de l'ensemble des services de mobilité, d'initiative publique ou privée 17 : Dans les zones congestionnées, les aménagements d'infrastructures routières structurantes privilégient l'affectation de voies pour les lignes express de transports collectifs et, en expérimentation, pour le covoiturage 18 : Les documents d'urbanisme et de planification conçoivent et permettent la mise en oeuvre d'un réseau cyclable en cohérence avec les schémas départementaux, régionaux, nationaux ou européens 19 : Les stratégies locales de mobilité développent les zones de circulation apaisée pour faciliter l'accès aux pôles d'échanges multimodaux (PEM) et aux équipements publics par les modes actifs	
<b>46-Développer les infrastructures de diffusion et de production d'énergie pour les nouvelles motorisations</b>	32 : L'implantation des infrastructures de production, distribution et fourniture en énergie renouvelable (biogaz, hydrogène, électricité) pour les véhicules de transport de marchandises et de passagers est planifiée et organisée à l'échelle des intercommunalités, en collaboration avec la Région et l'Etat	
<b>47-Structurer la chaîne logistique des marchandises, en favorisant le report modal vers le ferré et le maritime et le développement des plateformes multimodales</b>	20 : Les espaces stratégiques pour le transport de marchandises (ports maritimes et fluviaux, chantiers de transport combiné, gares de triage, cours de marchandises, emprises ferrées, portuaires, routières, zones de stockage et de distribution urbaine) et leurs accès ferroviaires et routiers sont à préserver. Les espaces nécessaires à leur développement doivent être identifiés et pris en compte, en priorisant les surfaces déjà artificialisées	
<b>48-Réduire les trafics poids lourds en transit international par des itinéraires privilégiés ou obligatoires, péages, autoroutes ferroviaires, autoroutes de la mer, etc.</b>	20 : Les espaces stratégiques pour le transport de marchandises (ports maritimes et fluviaux, chantiers de transport combiné, gares de triage, cours de marchandises, emprises ferrées, portuaires, routières, zones de stockage et de distribution urbaine) et leurs accès ferroviaires et routiers sont à préserver. Les espaces nécessaires à leur développement doivent être identifiés et pris en compte, en priorisant les surfaces déjà artificialisées	
<b>49-Réduire les consommations d'énergie des et dans les bâtiments</b>	22 : Le principe de l'orientation bioclimatique est intégré dans tout projet d'urbanisme et facilité pour toute nouvelle construction, réhabilitation ou extension d'une construction existante 23 : Le rafraîchissement passif est mis en oeuvre dans les espaces urbains denses 27 : L'isolation thermique par l'extérieur (ITE) des bâtiments est facilitée 28 : L'intégration des équipements d'énergie renouvelable solaires dans la construction est facilitée et encouragée 29 : L'optimisation des installations solaires thermiques et photovoltaïques sur les bâtiments est améliorée par une inclinaison adaptée de la toiture	

50-Faire de la Nouvelle-Aquitaine la première « région étoilée » de France, en stoppant la pollution lumineuse du ciel nocturne		
51-Valoriser toutes les ressources locales pour multiplier et diversifier les unités de production d'énergie renouvelable	<p>22 : Le principe de l'orientation bioclimatique est intégré dans tout projet d'urbanisme et facilité pour toute nouvelle construction, réhabilitation ou extension d'une construction existante</p> <p>28 : L'intégration des équipements d'énergie renouvelable solaires dans la construction est facilitée et encouragée</p> <p>29 : L'optimisation des installations solaires thermiques et photovoltaïques sur les bâtiments est améliorée par une inclinaison adaptée de la toiture</p> <p>30 : Le développement des unités de production d'électricité photovoltaïque doit être privilégié sur les surfaces artificialisées bâties et non bâties, offrant une multifonctionnalité à ces espaces</p> <p>32 : L'implantation des infrastructures de production, distribution et fourniture en énergie renouvelable (biogaz, hydrogène, électricité) pour les véhicules de transport de</p>	
66-Conforter les villes et les bourgs comme pôles animateurs des espaces de vie du quotidien	<p>2 : Les territoires organisent essentiellement le développement des surfaces commerciales dans les centralités et les zones commerciales existantes</p> <p>3 : Les territoires proposent une armature territoriale intégrant l'appareil commercial, les équipements et les services répondant aux besoins actuels et futurs de leur population en lien avec les territoires voisins. Cette armature sera construite en faisant référence à l'armature régionale</p> <p>7 : Les documents de planification et d'urbanisme cherchent, par une approche intégrée, à conforter et/ou revitaliser les centres-villes et centres-bourgs</p> <p>8 : Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs</p>	Le PLU a mis en avant la redynamisation du bourg en ouvrant à l'urbanisation en épaisseur de ce dernier. Les commerces sont interdits dans les zones d'activités industrielles de façon à éviter la concurrence avec les commerces du centre-bourg.
68-Reconquérir les centres-bourgs et les centres-villes, lieux essentiels au lien social et au dynamisme économique	<p>1 : Les territoires mobilisent prioritairement le foncier au sein des enveloppes urbaines existantes</p> <p>2 : Les territoires organisent essentiellement le développement des surfaces commerciales dans les centralités et les zones commerciales existantes</p> <p>3 : Les territoires proposent une armature territoriale intégrant l'appareil commercial, les équipements et les services répondant aux besoins actuels et futurs de leur population en lien avec les territoires voisins. Cette armature sera construite en faisant référence à l'armature régionale</p> <p>4 : Les territoires favorisent, au sein des enveloppes urbaines existantes, l'intensification du développement urbain à proximité des points d'arrêts desservis par une offre structurante en transport collectif</p> <p>5 : Les territoires font des friches des espaces de réinvestissement privilégiés</p> <p>7 : Les documents de planification et d'urbanisme cherchent, par une approche intégrée, à conforter et/ou revitaliser les centres-villes et centres-bourgs</p> <p>8 : Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs</p>	Le PLU favorise l'ouverture à l'urbanisation en épaissement du centre-bourg pour favoriser les modes actifs de déplacements.
69-Garantir l'équité dans l'accès aux droits et aux services publics sur l'ensemble de la région	8 : Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs	
70-Résorber les déserts médicaux en renforçant le maillage, l'innovation et la coopération dans l'offre de soins	8 : Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs	
71-Développer l'accès à la culture et les coopérations culturelles entre territoires	8 : Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs	
72-Faciliter l'activité physique et assurer l'accès au sport dans tous les territoires	8 : Les administrations, équipements et services au public structurants sont préférentiellement implantés et/ou maintenus dans les centres-villes et les centres-bourgs	
80-Contribuer à doter les territoires d'un réseau dense de tiers lieux, pour développer le télétravail et le coworking		Le règlement écrit autorise ces structures dans les zones d'habitat.



## 14. COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE ADOUR-GARONNE

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux, le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 est organisé autour de quatre orientations et de 172 dispositions.

Les quatre orientations du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 sont :

A-Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE,

B-Réduire les pollutions,

C-Agir pour assurer l'équilibre quantitatif,

D-Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.

### ***Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE***

Le SDAGE propose notamment de renforcer l'organisation par bassin versant en lien avec l'évolution de la réglementation et la prise en compte des enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire et les documents d'urbanisme.

**Le projet a été élaboré à l'initiative de la Communauté d'agglomération Pays Basque et de la commune de Mouguerre, en concertation avec la population, les collectivités locales et les services de l'Etat.**

### ***Réduire les pollutions***

Les pollutions ponctuelles ou diffuses compromettent l'atteinte du bon état sur de très nombreuses masses d'eau. Afin de lutter contre ces pollutions, de préserver et reconquérir la qualité des eaux, le SDAGE demande :

- D'agir sur les rejets en macropolluants et micropolluants,
- Réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée,
- De préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau.

**Le PLU de Mouguerre, en particulier la gestion des eaux usées et pluviales induite, n'aura pas d'impact notable sur la qualité et la fonctionnalité des cours d'eau situés sur la commune. En effet, la majorité du développement urbain se fait dans des zones desservies par le réseau collectif d'assainissement.**

**Des échanges réguliers avec le service assainissement de l'agglomération a, par ailleurs, permis de proposer des solutions techniques de raccordement au réseau collectif.**

**Par ailleurs, le règlement impose des règles relatives à la gestion des eaux pluviales pour tout aménagement.**



### ***Agir pour assurer l'équilibre quantitatif***

Le bassin Adour-Garonne est soumis à des étiages sévères et fréquents. Le phénomène va s'accroître du fait de l'impact du changement climatique sur l'hydrologie. Conformément à l'article L211-1-II (voir principes fondamentaux d'action), la gestion quantitative équilibrée de la ressource en eau est donc un enjeu majeur, essentiel pour le bon fonctionnement des milieux aquatiques, la vitalité des sols, la préservation de la salubrité publique et de la sécurité civile, l'alimentation en eau potable en quantité et en qualité, et plus généralement, la garantie d'une alimentation de qualité et d'un développement durable des activités économiques et de loisirs.

Le SDAGE révisé retient les cinq points suivants :

- Mieux connaître et faire connaître pour mieux gérer
- Gérer durablement la ressource en eau en intégrant le changement climatique
- Anticiper et gérer la crise

**Le PLU y répond par :**

- **La priorité donnée au développement de l'urbanisation dans les secteurs desservis par l'assainissement collectif,**
- **Le classement en zone naturelle Nce de la majorité du réseau hydrographique s'écoulant sur le territoire.**

La commune n'est pas concernée par des périmètres de protection des captages.

### ***Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides***

Dans un contexte de dérèglement/changement climatique, la préservation et la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides sont des actions indispensables pour assurer une meilleure capacité de résilience des territoires et atténuer les effets attendus dans les 30 années à venir.

Le fonctionnement des milieux aquatiques, humides et littoraux s'inscrit à l'échelle des bassins versants dont les aménagements du territoire, les pratiques urbaines et agricoles ont impacté et continuent d'impacter leurs multiples fonctionnalités : physique, physico-chimique, biologique ... Dès lors, il s'agit de faire émerger au sein des territoires et au cœur des bassins versants de nouvelles approches et solutions fondées sur la nature (voir aussi zoom PF4) intégrant une vision eau-sol-climat, dans le respect de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (article L.211-1 du code de l'environnement, voir aussi principes fondamentaux d'action).

L'atteinte des objectifs du SDAGE implique de manière concomitante une bonne qualité des eaux et le maintien de la diversité des habitats propices à l'installation des populations animales et végétales, au travers des objectifs suivants :

- Réduire l'impact des aménagements et des activités sur les milieux aquatiques
- Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau, la continuité écologique et le littoral

- Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau
- Réduire la vulnérabilité face aux risques d'inondation, de submersion marine et l'érosion des sols

**La priorité donnée au développement de l'urbanisation dans les secteurs desservis par l'assainissement collectif.**

**Le classement en zone naturelle Nce de la majorité du réseau hydrographique s'écoulant sur le territoire.**

**Les OAP proposent une préservation des continuités écologiques identifiées.**

**Afin de limiter le risque inondation en aval, plusieurs mesures ont également été prises dans le règlement : coefficient de pleine terre (cf. supra) pour favoriser l'infiltration à la parcelle, gestion des eaux pluviales, préservation des boisements et haies, etc.**

## 15. COMPATIBILITE AVEC LE SRCE AQUITAINE

Le SRCE Aquitaine adopté le 24/12/2015 a été annulé par le tribunal administratif de Bordeaux le 13/06/2017 ; cette annulation ne remet néanmoins pas en cause les éléments de connaissance sur les continuités écologiques régionales identifiées.

Les réservoirs de biodiversité identifiés au niveau de Mouguerre sont des boisements de feuillus et forêts mixtes en périphéries Est et Sud de la commune, et des milieux humides liés à l'Adour au Nord de la ligne ferroviaire.

Au sud et à l'Est, l'Arday et ses affluents constituent des corridors des milieux humides.

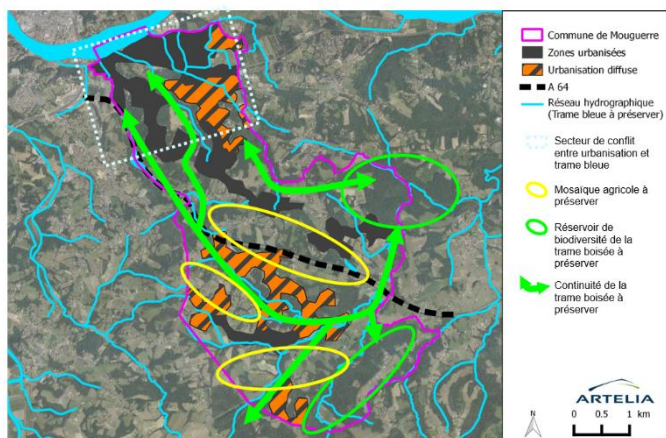
L'Autoroute A64 et les RD712 et 936 sont identifiés comme des éléments fragmentants.

La définition de la trame verte et bleue par le PLU s'est attachée dans un premier temps à prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique. Les réservoirs de biodiversité identifiés au niveau de Mouguerre sont des boisements de feuillus et forêts mixtes en périphéries Est et Sud de la commune, et des milieux humides liés à l'Adour au Nord de la ligne ferroviaire.

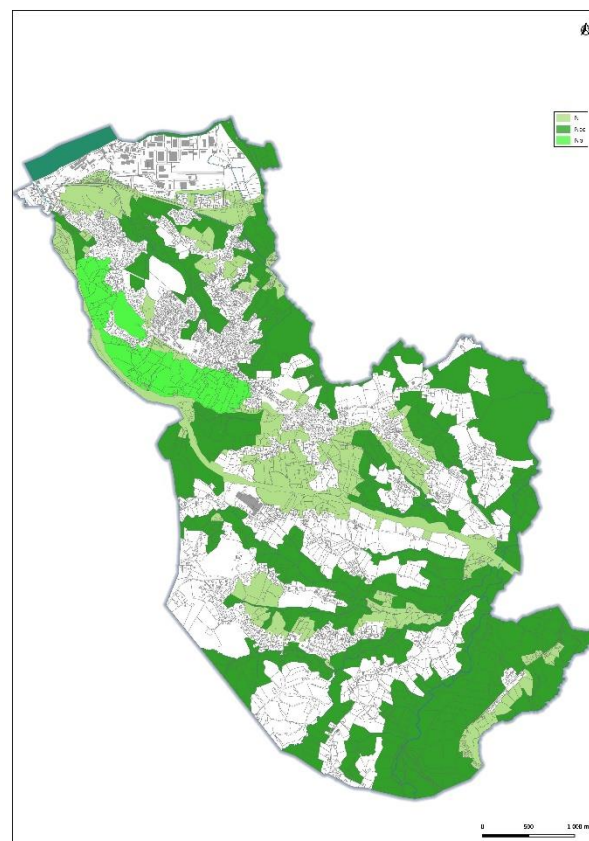
Sont classés en zone naturelle (Nce) dans le PLU, les secteurs, équipés ou non, à protéger en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt. Il s'agit des réservoirs forestiers (boisements de feuillus) du SRCE et des réservoirs du SCoT (trame verte), ainsi que des espaces boisés et des ripisylves classés en zones Natura 2000 (sites Natura 2000 liés à l'Adour et l'Arday).

Les autres boisements et cours d'eau sont zonés en N.

Le site de la croix de Mouguerre ainsi que les cônes de vue à l'Ouest du bourg historique de Mouguerre sont classés en zone Np afin de préserver les paysages depuis la ligne de crête.



***La trame verte et bleue du territoire***



***Les zones N , Nce et Np du PLU***

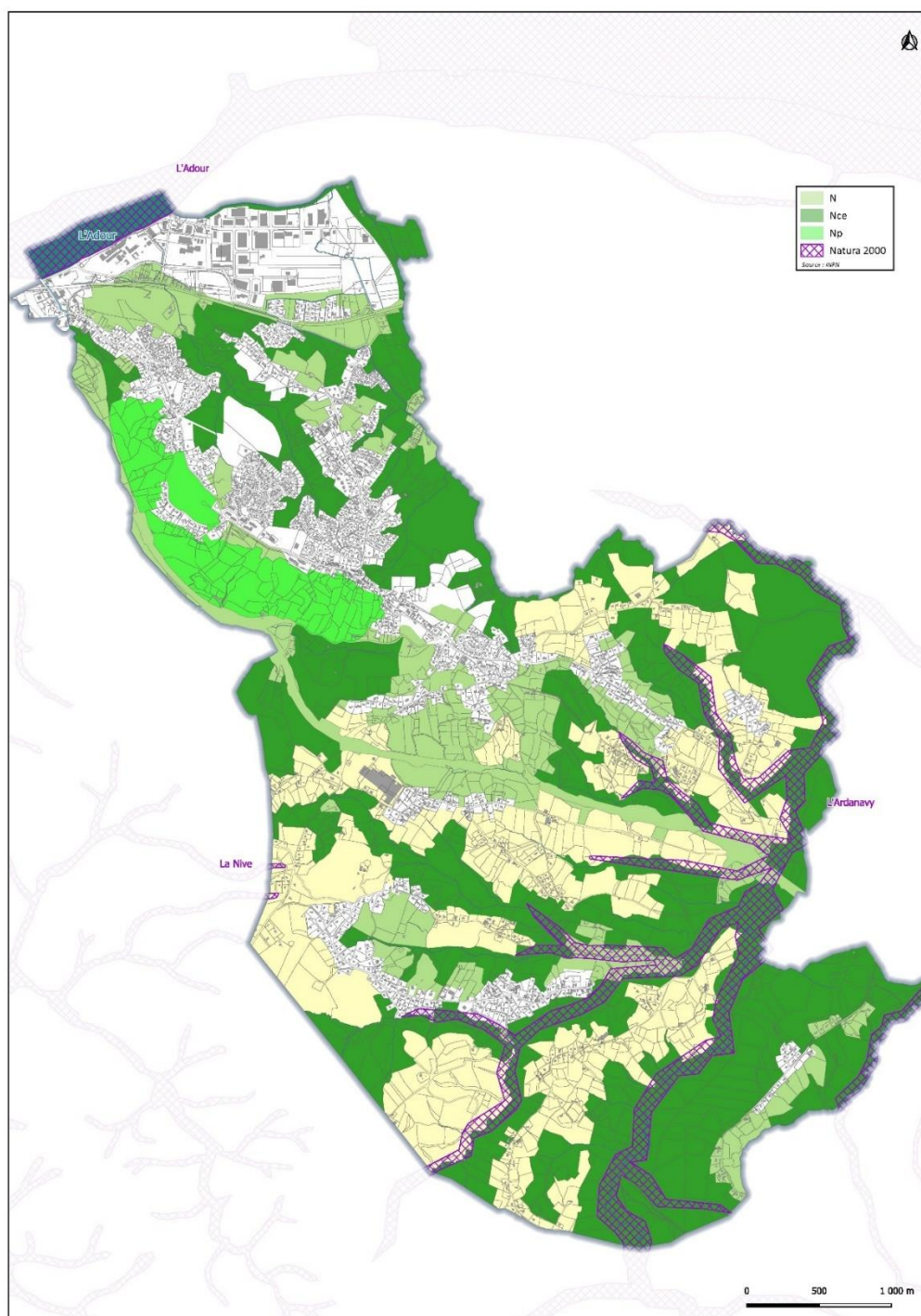


Figure 9- Zones N, Nce, Np et sites Natura 2000 du PLU

**Le PLU est compatible avec le SRCE Aquitaine.**

## 16. COMPATIBILITE AVEC LE SRCAE AQUITAINE

Le tableau suivant illustre la compatibilité du PLU de Mouguerre avec le SRCAE Aquitaine.

Thématique	Enjeux principaux	Orientations du SRCAE	Actions principales du PLU	Compatibilité avec le SRCAE
<b>Habitat</b>	<p>Rythme de constructions élevé.</p> <p>Obligation de réaliser des logements sociaux dans le cadre de la loi SRU.</p> <p>Majorité de constructions individuelles.</p>	<p>OR 3 : Définition et reconnaissance de critères partagés sur les bonnes pratiques ENR/QA : éco conditionnalité dans les marchés publics, bioclimatisme et éco matériaux dans la construction neuve, réglementation thermique et urbanisme, etc.</p>	<p>Mixité de l'habitat (logement collectif, logement groupé, logement individuel) dans les principales zones d'ouverture à l'urbanisation</p>	<p>Incidences positives liées à des prescriptions pour favoriser la mixité des logements : baisse de la consommation énergétique moyenne des nouveaux logements</p>
		<p>OR 5 : Promouvoir les bonnes pratiques individuelles à l'échelle du bâtiment (comptage individuel dans le collectif, domotique, qualité de l'air)</p>		
<b>Transports et déplacements</b>	<p>Un usage de la voiture très important lié au caractère rural du territoire</p>	<p>OR 2 : Assurer une cohérence sur les problématiques air énergies climat entre les acteurs et les politiques de l'urbanisme et des transports (de voyageurs et de marchandises) en gérant l'attractivité de la région</p> <p>OR3 : Rééquilibrer les usages de la route au profit des modes sobres et propres et renforcer les alternatives tout en réduisant les besoins de déplacements</p>	<p>Rapprochement des logements et du centre-bourg pour favoriser le covoiturage et les cheminements doux, l'usage des transports collectifs</p> <p>Mise en place de cheminements doux dans les OAP et lien avec les cheminements doux existants</p>	<p>Incidences moyennes</p>

Thématique	Enjeux principaux	Orientations du SRCAE	Actions principales du PLU	Compatibilité avec le SRCAE
<b>Agriculture</b>	Une agriculture dynamique malgré la baisse du nombre d'agriculteurs	Aucune orientation applicable au PLU	Modération de la consommation d'espaces agricoles  Terres agricoles impactées : cultures, prairies	Incidences moyennes
<b>Adaptation au changement climatique</b>	Risque inondation	OR1 : Développer et diffuser la connaissance des vulnérabilités par thématique, par territoire et à différentes échelles temporelles (2020-2050- 2080).  OR3 : Connaître les vulnérabilités régionales et développer des stratégies d'adaptation dans les politiques locales et leurs documents associés	Diffusion de l'état des lieux (diagnostic) auprès des élus, de la population, des personnes publiques, etc.  Actions spécifiques (règlement) pour limiter l'exposition des biens et personnes au risque inondation et pour réduire le risque inondation en aval	Prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans le projet de PLU

Figure 10- Compatibilité du PLU avec le SRCAE





## **SECTION 1**

### **CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLU**





## DISPOSITIF DE SUIVI

Afin de pouvoir évaluer dans le temps les incidences du PLU sur l'environnement, il s'avère indispensable de mettre en place une série d'indicateurs, concrets, quantifiables et mesurables. En effet, un bon indicateur doit pouvoir être simple dans sa mise en œuvre.

Ceux-ci permettront de mesurer d'une part l'état initial de l'environnement et d'autre part les transformations impliquées par les dispositions du document.

En rapport aux enjeux identifiés, aux objectifs de conservation retenus et aux incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU, il est possible de dégager plusieurs indicateurs de suivi en cohérence avec les objectifs du PADD. Pour chaque indicateur de suivi, il est indiqué l'objectif à atteindre au regard des choix dans le PLU (PADD, traduction réglementaire). Chaque indicateur a été défini pour un suivi annuel à compter de l'approbation du PLU.

Orientation du PADD	Indicateur de suivi	Source de données	Objectifs 2031
<b>Axe 1. Maîtriser l'évolution du modèle de développement urbain de Mouguerre</b>			
<b>Placer le développement communal en cohérence avec les orientations du territoire communautaire</b>  <b>Conforter la vocation de chaque entité dans l'armature urbaine</b>  <b>Mettre en œuvre un développement urbain diversifié et harmonieux</b>  <b>Développer un habitat mixte de façon à recouvrir l'ensemble du parcours résidentiel</b>	Répartition de la création des logements entre densification/renouvellement urbain et espace interstitiel/extension (autorisations d'urbanisme)	Service instructeur	Dents creuses : 57 logements  Divisions : 18 logements  Changements de destination : 6 logements  Extension : 1004 logements
	Consommation des espaces agricoles, naturels et forestier (autorisations d'urbanisme)	OCS / photo-interprétation	37 ha pour l'habitat  14 ha pour l'économie
	Typologie de logements créés : respect des OAP (autorisations d'urbanisme)	Service instructeur	OAP
	Nombre de logements sociaux créés (autorisations d'urbanisme)	Service instructeur	560 logements sociaux en 10 ans
	Evolution démographique	INSEE	+1919 habitants en 10 ans
<b>Adapter le développement a la capacité des équipements</b>	Création et ou extensions d'équipements	Commune	Respect du règlement écrit  Constructions réalisées en UE

Orientation du PADD	Indicateur de suivi	Source de données	Objectifs 2031
	Evolution des effectifs / équipements scolaires	Commune / CAPB	-
	Création de cheminements doux : respect des OAP, suivi de la réalisation des emplacements réservés	CAPB / service instructeur	OAP
	Nombre de véhicules/jour sur les routes départementales principales du territoire	Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques	Augmentation négligeable (hausse inférieure à 10% en 10 ans) par rapport au trafic routier du diagnostic
<b>Axe 2. Garantir le maintien des activités économiques existantes</b>			
<b>Favoriser une grande proximité entre le commerce et les autres fonctions urbaines dans une réflexion communale comme intercommunale</b>	Taux d'évasion commerciale	INSEE/CCI	Taux inférieur à 65% pour l'alimentaire Taux inférieur à 90% pour les autres commerces
	Nombre de commerces créés/disparus	Autorisations d'urbanisme	-
<b>Poursuivre le développement des pôles économiques</b>	Consommation d'espace liée au développement économique	CAPB	14 ha en 10 ans

Orientation du PADD	Indicateur de suivi	Source de données	Objectifs 2031
existants en compatibilité avec les orientations du SCOT	Nombre de nouvelles entreprises implantées et leur lieu d’implantation		Maintien de l’indicateur de concentration d’emploi (86% en 2018)
	Taux de remplissage des zones d’activités		Augmentation du taux de remplissage
Maintenir des espaces agricoles et/ou forestiers	Evolution des surfaces agricoles utiles	Chambre d’Agriculture, CAPB	SAU = 472 ha (2017)
	Evolution du nombre d’exploitations		Nombre d’exploitations : 27 (en 2017)
Axe 3. Privilégier une démarche environnementale, patrimoniale et paysagère intégrée			
Préserver les continuités écologiques  Considérer les risques et les pollutions	Evolution des trames vertes et bleues	SRCE et SCoT	Respect du règlement graphique
	Efficacité des outils mis en place de protection des zones sensibles (élément de paysage au titre du L151-23 du code de l’urbanisme)	Service instructeur / photo aérienne	Respect du règlement graphique
	Evolution des habitats d’intérêt communautaire et habitats d’espèces d’intérêt communautaire identifiés dans le diagnostic écologique du DOCOB	Structure porteuse du DOCOB	Diagnostic écologique des sites Natura 2000
	Evolution des zones humides	SRCE et SCoT	Maintien des zones humides identifiées
	Evolution de la qualité des masses d’eau	Agence de l’Eau Adour-Garonne	Maintien ou amélioration de la qualité des masses d’eau

Orientation du PADD	Indicateur de suivi	Source de données	Objectifs 2031
	Qualité des eaux rejetées après traitement en station d'épuration	CAPB	Maintien ou amélioration de la qualité des eaux rejetées
	Contrôle des dispositifs d'assainissement autonome	SPANC	Augmentation du taux de conformité
	Suivi des projets intégrant des dispositifs utilisant les énergies renouvelables (autorisations d'urbanisme)	Service instructeur	Augmentation du nombre de projets porteurs de dispositifs ENR
<b>Maintenir la qualité paysagère et patrimoniale du territoire</b>  <b>Préserver le caractère et les spécificités architecturales du bourg, des quartiers et des constructions isolées</b>	Respect des prescriptions du règlement et des OAP	Service instructeur	Respect des OAP
	Efficacité des outils mis en place de protection des zones sensibles (élément de paysage au titre du L151-23 du code de l'urbanisme)	Service instructeur / photo aérienne	Respect du règlement graphique
	Suivi du nombre de bâtiment ayant changé de destination (autorisations d'urbanisme)	Service instructeur / commune	Nombre de logements créés dans le changement de destination identifié
	Suivi des bâtiments ayant fait l'objet d'un classement au titre du L151-19 (autorisations d'urbanisme)	Service instructeur / commune	Respect des caractéristiques traditionnelles des bâtiments identifiés